

tribune

socialiste



8^e

congrès

toulouse

décembre 72

7 JOURS DANS T.S.



■ On s'était dit comme ça : « Le Congrès, cette année, ne va pas nous bouffer toute la place. Bien sûr, les débats internes autour des textes d'orientation, c'est important. Bien sûr, chaque militant doit pouvoir nourrir sa réflexion et déterminer ses choix en toute connaissance de cause. Mais « TS » ne s'adresse pas aux seuls militants. Ce serait contraire à tous nos efforts depuis quelques semaines, de publier tout plein de gros textes indigestes à la queue-leu-leu, où seuls les militants chevronnés reconnaîtraient leurs petits. Nous visons haut, nous visons large. Nous voulons gagner à « TS » de nombreux lecteurs nouveaux qui sont encore loin de se passionner pour nos affrontements de tendances. Ne mélangeons pas tout. Notre but et notre rôle est de continuer à informer le mieux possible sur les choses de la vie, sur les luttes des travailleurs, sur l'actualité politique et de donner à cette actualité notre propre éclairage, et faire passer à travers elle nos idées, nos analyses... »

Bon. Vous voyez bien tout ce qu'on a pu se dire dans cet ordre d'idées.

■ On s'était dit comme ça : « C'est bien, cette année, pas de problèmes. Juste deux textes d'orientation, les choses sont claires. Ils ont fait l'objet d'une brochure que chaque militant a pu se procurer. Il ne restera plus, dans « TS », qu'à faire une place à quelques tribunes, une ou

deux pour chaque tendance, qui viendront appuyer et illustrer chacun des deux textes. Le reste du journal n'en souffrira pas, et se présentera comme d'habitude, varié, clair, lisible, passionnant, et tout, et tout... »

Bref, on était plutôt content, quoi. D'autant plus que la Commission ad hoc, la Commission Démocratique des Débats avait pris des décisions qui allaient tout à fait dans ce sens là : deux fois deux pages dans deux « TS » successifs, fifty - fifty pour le texte 1 (« Contrôler aujourd'hui pour décider demain ») et pour le texte 2 (« Vers le communisme »). Les choses étaient limpides et tout allait pour le mieux dans le meilleur des « TS » possible.

■ Alors, bien sûr, vous allez vous apercevoir tout de suite qu'il s'est passé des choses... Sacré PSU, on ne va pas le changer comme ça ! Que voulez-vous : dès qu'il y a du Congrès dans l'air, ça donne aussitôt à des tas de camarades comme des démangeons dans le stylo-bille ! C'est bon, c'est sain, et ça prouve en tout cas que le débat interne n'est pas aussi étouffé que certains voudraient le faire croire. Mais ça pose aussi des problèmes, voyez-vous : 110.000 signes qui vous déboulent sur le coin de la figure entre le mercredi soir et le dimanche, alors qu'on en attendait tout au plus une vingtaine de mille, trente à la rigueur... voilà qui change beaucoup de choses !

■ Alors on s'est pris la tête dans les mains et — toujours avec la Commission ad hoc — on a étudié les diverses possibilités.

La première, la plus évidente : s'en tenir à ce qui était décidé, deux pages, pas une ligne de plus, le reste publié à part dans un PSU-Doc. ou autre publication à caractère interne, envoyée à tous les militants, non mais ! Ça n'était pas possible, a dit le trésorier, et quand le trésorier dit quelque chose, faut pas rigoler.

La deuxième, la plus simple : on te vous les enquille, tous ces textes, à la file, tout petit, tout petit, sans un blanc, sans une photo, tiens voilà du débat, à la bonne vôtre, nous on fait le journal habituel sur ce qui nous reste de place. C'était possible, et ça coûtait pas un sou de plus. Mais c'était la Bérésina, Waterloo et le Radeau de la Méduse réunis. Une vraie calamité. Vous n'en auriez pas vendu beaucoup de ce « TS », et vous ne l'auriez pas lu non plus. Et pour une fois, on aurait pas pu vous en vouloir...

■ Restait la solution à laquelle nous nous sommes finalement rangés : Attendu que « TS » reste le seul support possible pour que le maximum de militants soient touchés dans le minimum de délais et disposent de tous les éléments nécessaires pour affronter les congrès fédéraux.

— Attendu que pour des raisons ma-

térielles évidentes une augmentation du nombre de pages et, a fortiori, la sortie d'un numéro spécial n'étaient pas envisageables.

— Attendu que la parution d'un numéro bâtard, mi-chair, mi-poïsson aurait fait sur l'ensemble de nos lecteurs (et notamment sur les nouveaux abonnés) une impression des plus fâcheuses, sans pour autant satisfaire les militants désireux d'étudier les textes soumis à leur attention. Nous, responsables du journal, avons décidé de fabriquer le numéro que voici, entièrement centré sur notre prochain congrès de Toulouse. Nous avons cherché à le rendre le plus lisible et le plus aéré possible, ajoutant, à l'usage de nos lecteurs peu rompus encore au débat théorique, une double page centrale qui leur permettra peut-être de mieux comprendre, de mieux saisir ce qu'est ce parti foisonnant et vivant dont nous sommes l'expression hebdomadaire.

■ Pour l'avenir, rassurez-vous. Dès la semaine prochaine « TS » retrouvera son visage habituel. Et que les avatars du présent numéro ne vous servent pas de prétexte pour relâcher votre effort : la campagne abonnements continue, elle s'enfle, elle s'amplifie, nous croulons sous le poids des sacs postaux remplis d'abonnements nouveaux. Merci. Jetez-en encore...

Yves LARROUY ■

tribune
PSU **socialiste**

Directeur politique :
Christian Guerche
Directeur adjoint :
Gérard Féran
Comité politique : Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel.

Rédacteur en chef :
Yves Larrouy.

Secrétaire de rédaction :
Gérard Borel.

Comité de rédaction :
Jean-Louis Auduc - François Brousse - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Robert Destot - Jacques Ferlus - François Gyr - Bernard Levy - Alain Moutot - Dominique Norel - Lucien Saintonge - Jean Verger - Philippe Guyot.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction
Administration :
9, rue Borromée
PARIS (15^e)
566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N. M. P. P.

S.A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 25.000 exemplaires

sommaire

4. Si le PSU a encore sa raison d'être.
5. Combattre ensemble.
Pour clarifier le débat sur l'autogestion.
6. Pour l'union de la gauche.
- 7-10. Pour un manifeste de combat.
- 8-9. Un pari difficile.
- 11-12. Les bases du projet révolutionnaire.
- 13-14. Pour un programme marxiste.
15. Front des luttes.

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

Ville

N°

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F 6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »
1 an 6 numéros « C. S. » 52 numéros « T. S. » 74 F

AVEC VOTRE ABONNEMENT d'un AN vous recevrez le livre « Des militants du P.S.U. » présenté par Michel Rocard.

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

ABONNEMENT - DIFFUSION

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

Ville

N°

N° département

Je souscris un abonnement de :

1 an : 50 F 6 mois : 30 F

■ Les abonnements-diffusion s'adressent à des lecteurs déjà abonnés désirant diffuser, à titre individuel, un ou plusieurs exemplaires du journal.

• une chance à saisir



Il est des chances qu'il faut savoir saisir : le Congrès de Toulouse en est une, réelle. Et qui ne concerne pas le seul PSU. Nous le constatons chaque jour par l'intérêt que suscitent à l'extérieur du Parti les textes préparatoires au Congrès. Combien de fois au cours de ces dernières semaines, à l'occasion de voyages et de rencontres, n'avons-nous pas entendu cette réflexion : « De nouveau, le PSU tient un langage clair et cohérent. Il sort de ses problèmes internes pour poser enfin les questions de tous ceux qui se battent quotidiennement pour le socialisme. Il n'était que temps ! » Il était temps, c'est vrai. Il n'est pas trop tard. Le projet de manifeste « Contrôler aujourd'hui pour décider demain » montre que le PSU peut, lorsqu'il en a la volonté politique, travailler à la réalisation de ce projet socialiste cohérent que beaucoup espéraient voir naître, qu'ils soient ou non membres du Parti.

Ce n'est pas en effet la seule existence du PSU qui est aujourd'hui en cause. Un parti peut toujours se survivre à lui-même et vivre au fil des années avec ses petits moyens, ses petites actions et ses petites théories. Mais l'enjeu est désormais, fort heureusement, d'une tout autre nature. Il s'agit de savoir si, après avoir tant parlé de l'actualité du socialisme, le PSU se donne les moyens de la réaliser. Et ceci n'est possible qu'à deux conditions : que nous construisions une force politique suffisamment puissante, que nous élaborions un projet socialiste suffisamment mobilisateur.

Ces deux tâches sont à la fois urgentes et difficiles puisqu'elles se situent dans une période où les objectifs et la stratégie du programme commun PC-PS peuvent constituer, faute de mieux, pour beaucoup de travailleurs, la seule véritable alternative politique au régime. Ce problème est important. Ceux qui croient le résoudre par la simple dénonciation des « illusions électoralistes et réformistes » ne feront qu'accroître leur impuissance sans entamer sérieusement l'influence réformiste parmi les travailleurs. Nous croyons que le mani-

este propose au contraire la seule attitude politique conséquente dans la période actuelle : celle qui lie constamment deux exigences : la première est de faire de la bataille politique qui s'engage une bataille de classe dont l'enjeu soit le changement de régime et non du seul gouvernement. Nous ne pouvons le faire que si nous désignons clairement l'adversaire, la bourgeoisie et si nous en tirons toutes les conséquences quant à la nécessaire unité d'action de toutes les forces anticapitalistes qui se battent contre le régime. Mais il nous faut aussi, en raison même des chances qu'il s'agit de donner au socialisme, constituer un rapport de forces suffisant au sein du mouvement populaire pour opposer à une stratégie réformiste fondée sur l'occupation de l'Etat une stratégie révolutionnaire fondée sur le contrôle et le pouvoir des travailleurs.

Et pour montrer aussi que la véritable alternative au capitalisme ne réside ni dans un système économique de capitalisme d'Etat, ni dans un système politique de démocratie bourgeoise « avancée », mais dans la réalisation d'un socialisme autogestionnaire.

Ce projet suscite, et c'est normal, un débat important au sein du Parti et du mouvement révolutionnaire. Sur le contenu de l'autogestion, nous y reviendrons. Mais aussi sur la nécessité ou non d'élaborer un projet de transition au socialisme. Nous pensons en effet, contrairement à ce que croient de nombreux camarades, que le problème du PSU, comme celui des forces qui peuvent se joindre à son combat ne peut se limiter aujourd'hui à la seule définition d'une stratégie anticapitaliste, et à quelques indications vagues sur la nature du pouvoir d'Etat après la prise de ce pouvoir.

Cette attitude, si elle a pour elle d'avoir été pendant longtemps celle d'une partie importante du mouvement ouvrier français, et notamment du PCF, est en fait totalement mythique : elle consiste à croire qu'un nouveau pouvoir, un nouveau modèle de société est inscrit « en creux » dans

les luttes de ceux qui sont aujourd'hui les plus exploités, les plus dominés. Elle élimine, du même coup, toute réflexion sur les causes réelles d'apparition de nouvelles formes de domination, quand bien même les sources essentielles de l'exploitation économique auraient disparu.

« La dictature du prolétariat » exprime parfaitement ce raccourci politique. Le problème n'est pas de préciser fort gentiment qu'elle sera « démocratique », et qu'il s'agit du pouvoir de la majorité des travailleurs sur la minorité des exploités : tout le monde, là-dessus, connaît ses classiques...

Non, le problème, c'est justement de savoir pourquoi ce que Marx et Lénine ont toujours conçu comme foncièrement transitoire et infiniment plus démocratique que la « démocratie bourgeoise », s'est transformé, dans toutes les sociétés qui se réfèrent à la tradition marxiste, en dictature pure et simple, de longue durée, et largement en deça des libertés politiques « formelles » accordées par lesdites démocraties bourgeoises. Et l'on n'échappera pas à un problème aussi fondamental par des pirouettes théoriques. Le projet de manifeste a au moins le mérite de s'attacher à cette question décisive du pouvoir dans une société socialiste. Force est de constater qu'il est le seul à le faire.

C'est dans le même esprit que nous aborderons le débat sur l'autogestion qui constitue l'axe politique et l'élément de cohérence de l'ensemble du manifeste.

Axe politique, disons-nous, et pas seulement mode d'organisation économique : c'est dire que nous refusons aussi bien une conception de l'autogestion qui évacuerait le problème de la prise du pouvoir et de l'appropriation collective des moyens de production, qu'une expression technocratique de cet objectif. Il n'est que de lire attentivement le texte du projet de manifeste pour s'en rendre compte.

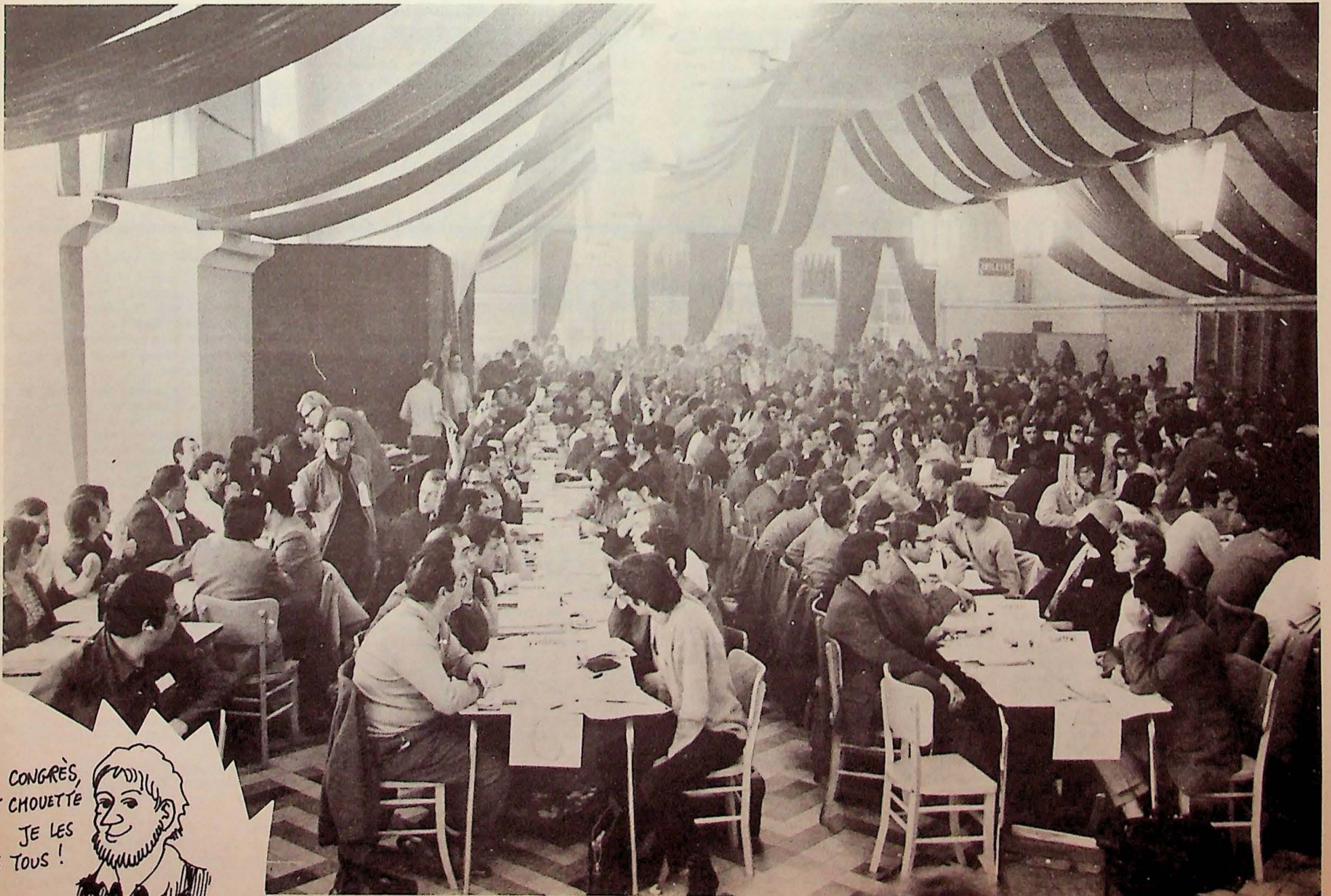
L'objectif du socialisme autogestionnaire tel qu'il est en effet défini dans ce texte s'articule au contraire directement avec une stratégie de contrôle des travailleurs sur

l'organisation de leur travail et de leur vie. Le titre même : « Contrôler aujourd'hui pour décider demain » rend compte de cette articulation entre notre combat actuel et notre projet socialiste. La démarche du manifeste indique donc une cohérence, tant sur le plan stratégique que sur celui des orientations essentielles d'un projet socialiste.

C'est dire que si ce texte doit, à notre sens, au cours du Congrès, être amélioré considérablement dans sa forme comme dans son contenu (particulièrement sur les luttes paysannes, internationales et sur les minorités nationales), il ne peut être bouleversé dans sa démarche par des amendements qui lui seraient contradictoires sous peine de perdre son sens et son intérêt. Sur l'Etat, sur la nature de la transition au socialisme, sur l'autogestion, notre projet de manifeste présente sans doute des insuffisances. Mais il indique des orientations que, pour sa part, le Bureau National ne remettra pas en cause.

Ce n'est pas là affaire de plus ou moins grande « rigueur » politique. C'est affaire de choix. Et le débat sur des points aussi fondamentaux doit être parfaitement clair. Le Bureau National ne demande pas seulement aux militants du Parti de prendre en considération le projet de Manifeste : « Contrôler aujourd'hui pour décider demain. » Il leur propose également de l'améliorer. Non de le dénaturer.

GERARD FERAN



LES CONGRÈS, C'EST CHOUETTE MOI JE LES FAIS TOUS !

" contrôler aujourd'hui... "

● si le p.s.u. a encore sa raison d'être...

« Le PSU n'a plus sa raison d'être », tel est l'essentiel de la déclaration de l'ex-bureau, animé par la Gauche ouvrière et paysanne (GOP), de la fédération de la région parisienne (« Le Monde », 18-10-72). C'est bien là le vrai problème. Ce communiqué a donc le mérite de **poser réellement les enjeux** du Congrès de Toulouse.

Nous nous sommes séparés de la GOP sur cette appréciation. La stratégie sur laquelle elle fondait son action dans le parti nous faisait penser qu'**inévitablement** elle s'engagerait sur la même voie que la GR (bien que développant une ligne politique différente).

Nous estimons, au contraire, qu'il était possible de faire face à la crise profonde que traverse le PSU depuis Lille, d'éviter qu'il ne sombre dans les ornières réformistes et de le faire échapper au cours droitier sur lequel il s'était engagé. Mais la **lutte de tendances** ne pouvait qu'élargir la crise, car sa logique est le sectarisme et un affrontement lié plus à des positions idéologiques abstraites qu'à une pratique concrète (voir, par exemple, les débats de Juvisy).

Pour cette raison, nous avons pris l'initiative de proposer la constitution d'un secrétariat de préparation du Congrès ouvert au courant majoritaire et aux courants d'opposition. La GOP a pris ses responsabilités en refusant d'y participer.

Agissant ainsi, nous pensons être restés fidèles à la déclaration préalable lue à Lille par Bernard Lambert (à laquelle A. Barjonet s'était associé) et au texte « Pour une transformation du parti assurant son unité » dont le rapporteur, Gillet, avait pu dire au nom du courant 5 : « En ce qui nous concerne, notre travail ne sera pas un travail de fraction... Cet état d'esprit permettra d'ailleurs... de renforcer l'unité du parti. L'unité du parti, camarades, reste indispensable, non seulement pour un travail efficace, mais pour tous les militants du parti. Une autre attitude serait une attitude irresponsable. Ce ne sera pas la

nôtre. » (Textes du Congrès de Lille, p. 101.)

Nous espérons avoir ainsi contribué à l'unification du parti dont la nécessité ne se fait que trop sentir.

La situation politique en France aujourd'hui se caractérise par une crise profonde du régime, une forte combativité des travailleurs et l'incapacité des forces révolutionnaires à lui donner un débouché. Les forces réformistes, profitant de la brèche ainsi ouverte, apportent leur réponse, celle du programme commun et de l'union de la gauche. Elle risque de susciter une intense mobilisation populaire, car l'affrontement de 1973 prend un caractère de classe.

un rôle de référence

La responsabilité politique du PSU est donc grande : lui seul, du fait de son histoire et de son influence (même restreinte) auprès des travailleurs, peut constituer un **pôle de référence** pour les travailleurs les plus combattifs, dont le désarroi est grand (ainsi que le manifestent notamment les hésitations de la CFDT). Il ne peut le faire qu'à condition de surmonter sa crise, de mettre en évidence l'impasse du réformisme et de donner les moyens concrets de la lutte dans les usines, à la campagne et dans les quartiers.

Il est donc prioritaire de **refaire** l'unité du PSU, car, ainsi que le souligne la GOP dans une appréciation à laquelle nous ne pouvons que souscrire (au demeurant contradictoire avec le communiqué de la région parisienne), « ... Le débat politique, tel qu'il subsiste au sein du PSU, en raison de sa base militante insérée dans les luttes que mènent des fractions importantes de la classe ouvrière, dépasse de très loin le parti lui-même... En réalité, le débat au sein du PSU recoupe largement celui dans lequel se trouve plongée l'extrême-gauche française en raison de la nature même de ce parti et de ses transformations. » (Textes préparatoires, p. 106)

● vers le communisme qu'est-ce que la stratégie d'unité populaire ?

Ce texte a été rapporté à la Conférence Nationale ouvrière par Cl. Colin (Berliet-Venissieux Fédération du Rhône). Bien sûr beaucoup de militants ouvriers, en accord avec ce texte, ne partagent pas pour autant toute l'orientation de la G.O.P. Mais pour nous, ce rapport représente un excellent résumé de la stratégie d'unité populaire et nous le versionons tel quel au débat.

I. - COMMENT MENER LES LUTTES

La légalité bourgeoise se trouve de plus en plus battue en brèche par les formes de luttes radicalisées (occupation, séquestration, déclenchement de luttes spontanées) remettant principalement en cause dans les faits l'organisation capitaliste du travail.

La combativité ouvrière se trouve de plus en plus en rupture dans les luttes avec la ligne stratégique réformiste des organisations syndicales.

Mais il existe aussi des sections syndicales d'entreprise en rupture elles-mêmes avec cette ligne politique réformiste, qui acceptent ouvertement de se mettre sous la direction des travailleurs en lutte et par là même, doivent mener une bataille contre les appareils syndicaux.

II. - LE COMITE DE GREVE

La démocratie ouvrière n'est assurée que par des assemblées de travailleurs par ateliers, chantiers ou bureaux, premier lieu de confrontation et de décision, élisant leurs délégués révocables à tous moments.

Ces délégués, élus par les travailleurs en lutte, constituent le comité de grève, expression des travailleurs les plus combattifs et reconnus comme tels dans l'entreprise, qu'ils soient ou non syndiqués et que les organisations syndicales l'acceptent ou non.

Le comité de grève rend compte à tout moment devant les travailleurs de l'évolution du rapport de force par rapport au patronat.

L'assemblée générale est souveraine ; elle assure la direction politique de la lutte, le comité de grève étant un organe exécutif des décisions.

Cela n'exclut pas d'emblée notre travail au sein des organisations syndicales ; le syndicat est utile dans le rapport de force dans la mesure où il accepte et se conforme aux décisions de l'assemblée générale des travailleurs en lutte.

Par ailleurs, il est nécessaire à la suite des luttes, de poursuivre l'expression autonome des travailleurs combattifs, de ras-

Toute stratégie tendant à affaiblir le PSU dans cette conjoncture de front populaire tient de l'irresponsabilité et de l'aventurisme politiques. La responsabilité de ceux qui la soutiendraient serait lourde.

l'unité est possible

« Sans doute, diront certains, mais vos propositions ne tiennent-elles pas de l'idéalisme, tant les antagonismes sont irréversibles depuis Lille. » Ils auraient raison s'il n'y avait pas une base **objective** d'unification. En effet, l'unité **réelle** du parti, c'est-à-dire dans la **pratique**, est profonde.

Nos camarades qui ont mené la lutte à Penarroya et qui soutiennent la GOP ont-ils une pratique radicalement différente de ceux qui ont conduit la grève d'Evian et qui soutiennent le BN ? Nos camarades qui ont mené la même guerre du lait en Loire-Atlantique et dans le Finistère sont-ils à ce point éloignés pour avoir des positions quasi-antagonistes dans le parti, les uns soutenant la GOP, les autres le BN ? Nos camarades du Nord qui sont à la GOP n'ont-ils pas la même pratique sociale que nos camarades du courant majoritaire qui ont animé la lutte au Joint Français ?

Tout cela pour montrer qu'en réalité, dans **tous les courants**, nombreux sont les militants qui ont une pratique authentiquement révolutionnaire. Et il faut que notre parti soit encore profondément enlaid dans un intellectualisme et un dogmatisme petit-bourgeois pour que les affrontements qui le traversent soient si peu en rapport avec sa réalité militante. Ce n'est pas par le débat abstrait qu'on peut l'unifier, mais en confrontant concrètement pratiques et lignes politiques sans sectarisme. Le travail au sein du secrétariat en illustre la possibilité.

non au ventre mou

Il ne faut pas pour autant, sous prétexte d'unité, diluer notre parti dans un vaste conglomérat cachant soigneusement le débat et les divergences politiques. Il faut absolument éviter l'erreur, qui a pesé lourd dans le déclenchement de la crise du parti, de ceux qui, constituant la gauche « officielle » avant Lille, ont pratiqué le **centrisme politique**, et n'ont pas impulsé le débat afin de ne pas faire éclater une unanimité de façade. Qu'ils commettent une nouvelle erreur aujourd'hui, certains en allant à la Ligue communiste,



d'autres à la direction de la GOP c'est leur affaire.

Pour notre part, nous avons essayé d'animer le débat au sein du secrétariat sans exclusives ni dogmatisme, sans mollesse ni compromission. Le projet de Manifeste nous semble présenter une avancée réelle par rapport aux textes de Lille.

Il convient à présent de concrétiser cette avancée dans la pratique du parti. Cela implique de **rompre définitivement** avec l'électoratisme qui tente l'aile droite du parti. Cela implique d'orienter essentiellement notre action vers l'affrontement dans les entreprises et les quartiers afin que les luttes ne soient pas dévoyées par le réformisme, mais qu'au contraire, les affrontements de classe qui se préparent aient une issue révolutionnaire. C'est selon ces principes que nous entendons continuer à mener notre action au PSU.

les enjeux

Que le PSU s'engage irréversiblement dans le camp révolutionnaire en tranchant avec ses tentations réformistes, voilà le cœur du débat. Mais il faut éviter le piège du tout ou rien. C'est possible si nous savons tenir compte de l'état réel de nos forces et si nous acceptons la confrontation politique à partir des luttes et non de schémas intellectuels et abstraits.

Que le PSU soit **redressé** afin de remplir le rôle qu'il doit jouer face à l'offensive réformiste, le congrès de Toulouse doit en être une première manifestation.

Quant à ceux qui pensent que « le PSU n'a plus sa raison d'être », qu'ils sachent qu'il y a beaucoup de place au royaume bienheureux des groupuscules.

Les enjeux de la lutte des classes dans les mois à venir sont d'une telle importance que tout affaiblissement du PSU compromettrait les possibilités d'une issue révolutionnaire en France. **NOUS N'AVONS PLUS UNE MINUTE A PERDRE POUR REDRESSER LA BARRE, CAMARADES.**

André BARJONET,
Pascal DORIVAL
François PERONNET

IV. - LE COMITE DE SOUTIEN

Pour assurer cette tâche d'unification entre couches exploitées : femmes, jeunes etc., ainsi qu'avec les travailleurs des autres entreprises, il est absolument nécessaire de briser le mur du silence par la popularisation, la solidarité financière et la solidarité de classe.

Il est hors de question de constituer un cartel, plaqué artificiellement de l'extérieur, sans lien avec les travailleurs en lutte, mais bien au contraire d'amener politiquement l'unification des couches exploitées avec la classe ouvrière en réservant les contradictions que la bourgeoisie entretient entre paysans et ouvriers, hommes et femmes, français et immigrés, ouvriers et étudiants, etc.

Leur prise de conscience de l'absurdité de ces divisions fait qu'elle élève leur niveau de conscience sur leur situation réelle par rapport à la classe dominante et subordonne la résolution de leur problème spécifique à la victoire de la classe ouvrière en se plaçant sous sa direction politique.

Il s'agit donc que les travailleurs en lutte aient le maximum de moyens d'augmenter leur rapport de force en réalisant ces alliances de classe par des comités de soutien sur la base de forces militantes rassemblées sous l'autorité des assemblées de travailleurs.

C'est en créant autour des luttes ces formes concrètes d'unité populaire sous la direction du prolétariat que l'on peut réaliser la tâche centrale de lutter contre l'exploitation du capitalisme dans tous les aspects de la vie, et de poser dans la réalité des luttes le problème de la construction du parti révolutionnaire dont nous avons besoin.

“ contrôler aujourd'hui... ”

● combattre ensemble

Le PSU a toujours connu deux tentations :

— L'une, c'est de n'exister que par rapport aux autres, et tout particulièrement par rapport au PC et au PS : contre eux, à côté d'eux, entre eux, etc. L'infinité des positions possibles, selon les phases du débat entre le PC et le PS, garantit l'éternité des discussions ;

— L'autre, c'est de se considérer comme une sorte de Maison de la Culture du mouvement révolutionnaire : institution d'utilité quasi publique où les divers courants de l'extrême-gauche viennent vider leurs querelles ou partager leurs rêves.

Dans la foulée du mouvement de Mai 68, le PSU avait tenté d'échapper à ses démons : il y était largement parvenu lors de son 6^e Congrès, à Dijon, en mars 69, par l'adoption des 17 thèses. Au bout de quelques mois les contradictions du gauchisme ont rouvert la voie aux traditions : ce fut le Conseil National de Rouen en mai 70, avec ses quatre textes et la division du Bureau national. Dès lors, trois voies furent proposées au parti, non sans confusion, querelles de personnes et sous-divergences :

1. - Devenir une « Ligue communiste », avec diverses variations sur l'unité des révolutionnaires : les conséquences les plus sensibles portaient sur l'action syndicale (pratiques de fraction), les organisations de masse (frontisme et refus des « mouvements de masse »), l'organisation du parti, etc.

2. - Partir à la recherche du prolétariat, à la lumière de la pensée de Mao

tsé Toung, tout en s'efforçant de correspondre à l'expression spontanée des masses populaires (autrement dit concilier VLR et la GP) ;

3. - Assurer la politisation des luttes sociales non seulement par le développement des luttes, mais aussi par la mise en évidence d'un projet socialiste : la stratégie du PSU devait permettre de lier luttes sociales et luttes politiques, permettre une expression politique nouvelle du mouvement populaire pour empêcher sa récupération ou son contrôle par les forces réformistes.

On n'insistera jamais assez sur l'antagonisme absolu entre la première et la seconde voie. Seule leur commune opposition à la troisième fondait leur unité. Ou bien le parti allait à l'éclatement ou bien il tentait de reconstituer son unité autour d'une orientation majoritaire : le Congrès était la seule instance d'arbitrage possible. A Lille, quatre courants et non trois s'opposèrent puisqu'une tendance (le courant 5) refusa de se définir clairement, préférant laisser le soin à la « direction » du parti de rendre les arbitrages nécessaires. Dès ce moment cependant, ce courant se divisait entre ceux qui avaient pour préoccupation principale d'assurer l'unité du parti et ceux qui pensaient avant tout à en occuper la direction. Le Congrès de Lille donna la majorité absolue au texte défendu par Michel Rocard : le parti avait choisi. On vit alors se développer deux attitudes :

- La bataille parlementaire, à la DPN, pour tenter, toutes oppositions réunies de mettre le Bureau national en minorité ;

— La préparation du départ, en s'efforçant d'entraîner le maximum des militants les uns vers la Ligue communiste, les autres dans la Gauche révolutionnaire, en ne laissant plus rien derrière soi.

En s'exprimant à l'intérieur comme à l'extérieur du parti, ces deux attitudes ne facilitèrent pas le développement de la troisième voie évoquée plus haut.

C'est ainsi que le travail programmatique indispensable, et décidé fin novembre conformément aux mandats de Lille, ne put se développer sérieusement. Alors que la situation politique évoluait rapidement (difficultés de la majorité, rapprochement PC-PS), le PSU risquait d'être paralysé. Le Bureau national s'est efforcé de faire face à ses responsabilités, mais devant le blocage du travail en DPN, il fallait bien que le parti donne à nouveau son arbitrage. Le Conseil de Juvisy le rendit clairement : ceux qui entendaient quitter le PSU étaient invités à le faire, des orientations précises (CNO, législatives...) étaient données, la préparation du 8^e Congrès était engagée pour aboutir à une attitude globale et sans équivoque dans la période à venir. La bataille parlementaire prenait fin et des camarades qui s'étaient opposés au courant majoritaire de Lille, puis ensuite au Bureau national, décidaient de travailler désormais à l'unification du parti, sans trahir leurs options, mais en recherchant avec le Bureau national la base de propositions communes.

La collaboration qui s'est alors instaurée a permis d'aboutir à un texte unique pour la préparation du Congrès de Toulouse. Ce texte qui a pris la forme d'un projet de manifeste, ne représente



pas un compromis boiteux : c'est une expression nouvelle et positive et la pratique réelle des militants, sous ses aspects les plus originaux et les plus offensifs. En ce sens, il prolonge les thèses de Dijon, en intégrant l'expérience de ces trois dernières années et en répondant aux exigences de la période.

En adoptant ce Manifeste, amendé, corrigé, précisé par les militants, le parti pourra échapper une fois de plus à ses démons : il retrouvera sa raison d'être, non plus seulement pour nous, mais pour tous les travailleurs qui ont besoin que leurs luttes soient prolongées sur le plan politique.

Pour pouvoir vaincre non seulement le patronat, mais l'Etat bourgeois qui garantit la domination capitaliste, les luttes sociales doivent s'exprimer en un projet sur la société à construire : à cet égard, qu'on le veuille ou non, la perspective de l'autogestion, à condition qu'elle soit dégagée de ses ambiguïtés technocratiques ou anarchisantes, peut répondre aux exigences de la mobilisation populaire sans laquelle il n'y a pas d'avenir socialiste.

A Toulouse, une fois de plus, l'avenir du PSU sera en cause. Mais plus largement c'est l'avenir du combat socialiste en France qui va se jouer dans les mois à venir : nous devons être capables de faire face à nos responsabilités sur des bases plus solides et dans la confiance retrouvée.

Robert CHAPUIS.

“ vers le communisme ”

● premier repère pour clarifier le débat sur l'autogestion

Si ce débat s'engage sur des stéréotypes, et qu'il se borne à des échanges d'invectives, il y a peu de chances que l'ensemble des militants en tire le moindre profit. Par exemple, se borner à dire que les uns n'intègrent pas dans leur stratégie la destruction de l'Etat et que les autres ne répondent pas aux garanties de la démocratie après la révolution, c'est le type même du procès d'intention qui ne peut conduire qu'à renforcer les sectarismes réciproques.

Pour notre part, nous entendons mener le débat clairement sur les points suivants :

1. — Ce qui nous sépare des tenants de l'autogestion.

a) Sûrement pas la vigueur de la dénonciation des dangers bureaucratiques. Mais bien au contraire le fait que l'autogestion n'est pas, en soi, un remède à ce danger. La bureaucratie est la conséquence et non la cause des contradictions non résolues au sein du peuple. Et c'est donc en travaillant à les résoudre qu'on évite la dégénérescence bureaucratique et autoritaire.

b) Précisément nous pensons que ce n'est pas en avançant le mythe autogestionnaire que l'on contribue aujourd'hui à faire progresser l'unité de la classe ouvrière. Car ce sont en fait les couches les plus éclairées et les plus formées, les couches techniciennes qui se sentent essentiellement concernées par un tel projet. Et il n'est pas vrai que l'on peut faire passer dans ce seul projet l'ensemble des aspirations qui se font jour du Joint Français à Berliet, de Penarroya à Vallourec parmi l'ensemble des couches non qualifiées. On comprend bien l'intérêt que peut représenter une telle perspective, pour une centrale syndicale comme la CFDT, qui a besoin de rassembler des couches ouvrières très hétérogènes face au projet CGT-PC.

En revanche, ça n'est pas pour nous le rôle du Parti de se satisfaire de ces ambiguïtés. Se borner à jouer le rôle d'une caisse de résonance de la CFDT ne serait pas en outre lui rendre service.

2. — Ce qui nous a amenés à porter le débat au sein même du camp autogestionnaire.

a) Bien sûr ce projet est ambigu mais il constitue dans cette période pré-électorale un pôle relatif de résistance face au déferlement de la propagande PC-PS. Compte tenu de la faiblesse du camp révolutionnaire c'est une réalité que nous devons prendre en charge.

b) Car ce serait se faire de graves illusions que d'imaginer que tous les militants de la gauche syndicale qui interviennent effectivement dans les luttes ont tous clairement pris conscience de ces ambiguïtés. Beaucoup d'entre eux, même parmi ceux qui se situent résolument à gauche dans leur confédération, sont souvent tentés par l'anarcho-syndicalisme et ses mythes, dont l'autogestion est une illustration.

3. — Comment nous entendons mener cette discussion.

a) Au sein du PSU. Et nous entendons mener le débat sans concession, en n'esquivant aucune question, sans préoccupation de nature électorale, sans pêcher les mandats ni collectionner les âmes mortes et dans le seul but de convaincre ceux qui militent effectivement.

b) Mais cette discussion ne saurait se cantonner au sein du Parti. Elle doit se fixer comme objectif d'ouvrir le dialogue avec la gauche ouvrière, et

notamment syndicale, et la gauche paysanne, car ces deux forces sont décisives aujourd'hui pour faire face à la double offensive bourgeoise et réformatrice. Cela veut dire que l'on rejette résolument toute idée de séduction ou de récupération que l'on considère ces militants comme des partenaires responsables avec lesquels on discute de tout sans faux semblants, y compris et surtout les divergences.

c) En vérifiant sans cesse par notre pratique les termes du débat. Les thèses que nous proposons constituent un projet politique cohérent qu'articule la réflexion théorique et la synthèse des pratiques. Il est évident que pour nous la préparation du Congrès ne saurait être en conséquence abstraite et académique. Nous proposerons donc dans chaque occasion de mettre en œuvre nos axes stratégiques.

— Unité de la classe : création des comités de travailleurs en lutte syndiqués et non syndiqués.

— Unité populaire : comités de soutien capables de fusionner les luttes populaires avec la lutte des ouvriers et sous leur direction (c'est-à-dire tout le contraire des cartels de gauchistes).

— Par les objectifs définis et les moyens d'action proposés, donner une cible claire à l'ensemble de ces luttes : l'appareil d'Etat.

— Forger de cette manière l'alternative des masses à l'union de la gauche, en sachant très bien qu'elle ne surgira pas en un jour et qu'elle sera au contraire le résultat d'une lutte longue et prolongée pour le communisme.

A. BEHAR.
F. DALBERT.
M. MAZOYER.



● avec les travailleurs, pour l'union de la gauche, vers le socialisme

Texte présenté par les camarades du courant « Socialisme unitaire » et établi sous la responsabilité de :

- Raymond GUILLANEUF (Puy-de-Dôme) ;
- François DECKER (Seine-Saint-Denis) ;
- Robert OLEON (Puy-de-Dôme) ;
- Eliane PARES (Finistère).

L'orientation suivante qui est contradictoire avec celle présentée par le Bureau national, pour ne pas parler des errements dogmatiques de la G.O.P., a été élaborée par des militants du P.S.U. qui, non seulement ont participé à toutes les batailles du Parti, mais entendent bien se situer dans la continuité des principes fondamentaux qui font de lui une organisation originale et, pour l'instant, irremplaçable au sein de la Gauche française. Ces camarades déçus, pour ne pas dire désillusionnés, par l'absence de perspectives, la désorganisation et l'opportunisme politique du Parti au cours des dernières années, ont choisi, contrairement à d'autres, de rester au sein du P.S.U. pour y mener jusqu'à son terme une action d'éclaircissement politique plus que jamais nécessaire.

Ils adhèrent donc complètement à l'idée que le socialisme ne peut se faire qu'en même temps et de façon complémentaire se développent les libertés individuelles et collectives concrètes et formelles ; ils sont persuadés aussi que la voie légale ne peut suffire pour imposer le socialisme à la bourgeoisie et qu'une véritable révolution sera nécessaire. En matérialistes ils n'entendent cependant pas soumettre leur action politique à des schémas préétablis et figés, mais, au contraire, l'infléchir en fonc-

tion d'analyses de situation concrètes ; en réalistes, ils savent bien que toute action, pour être efficace, ne peut se dérouler en ligne droite mais que souvent des détours et des compromis sont nécessaires.

Pour engager le débat il leur semble inutile de revenir sur des notions telles que : il faut briser l'Etat ; il faut réaliser l'unité des travailleurs ; l'unité populaire ne peut se faire que lentement et progressivement, etc., qui constituent des acquis du mouvement ouvrier, lieux communs dont tout le monde au PSU — du moins faut-il l'espérer —, est bien convaincu.

Leur analyse se limitera donc à mettre en lumière les points essentiels de la situation actuelle, permettant de dégager une ligne politique claire.

1. POUR ASSURER SA SURVIE, LE CAPITALISME ACCROIT L'EXPLOITATION DES TRAVAILLEURS.

L'internationalisation des échanges, rendue nécessaire par l'obligation pour les entreprises capitalistes d'étendre sans cesse leur marché a eu pour conséquence un accroissement de la concurrence. Aussi les capitalistes, pour chercher à limiter la baisse du taux de profit, ont-ils dû, soit se lancer dans des productions nouvelles, soit moderniser les moyens matériels de production, tout cela en mettant à profit les progrès scientifiques et techniques en modifiant parallèlement de façon systématique, dans le sens d'une rentabilité accrue, l'organisation du travail.

D'autre part, le capitalisme est en train de se réorganiser lui-même par le biais de fusions, concentrations, regroupements d'entreprises ou d'activités. Il atteint une taille indiscutablement internationale avec les grandes firmes multinationales (Ford, Michelin, par exemple).

Le résultat de cette évolution a été d'introduire un facteur d'instabilité permanente pour les entreprises et de les pousser à accroître l'exploitation des travailleurs par une course à la plus-value.

2. MALGRE UNE OPPRESSION DE PLUS EN PLUS DURE ET GENERALISEE LE PEUPLE N'EST PAS ENCORE GAGNE AU SOCIALISME.

Bien évidemment c'est la classe ouvrière dans son ensemble, au-delà des divisions artificielles introduites par les entreprises pour empêcher l'unité de revendication et de contestation, qui souffre le plus de cette

évolution : les conditions de travail sont de plus en plus dures (rythmes, etc.) ; les salaires augmentent certes mais pas uniformément, et le prix des produits essentiels (logement, nourriture, habillement) monte si vite que le pouvoir d'achat stagne quand il ne diminue pas. Le nombre des chômeurs s'accroît ; aucun emploi n'est sûr.

Mais les autres travailleurs sont également touchés : cadres, employés du secteur des échanges et des services subissent au second degré les mêmes conséquences néfastes que la classe ouvrière.

Enfin, la paysannerie et une fraction importante des couches moyennes voient leurs conditions de vie se détériorer et même leur existence professionnelle remise en cause.

Malheureusement, en raison de la division des travailleurs, du poids idéologique et culturel croissant des valeurs bourgeoises diffusées massivement par la radio, la télé, la presse aux ordres, la grande majorité des ouvriers n'est pas encore gagnée au socialisme ; la paysannerie dans son ensemble, malgré quelques heureuses exceptions dont la rareté fait le prix, s'en défie ; les couches moyennes y sont réfractaires massivement, hormis quelques fractions de l'intelligentsia et du milieu étudiant. Bien sûr, il y a eu ces dernières années des mouvements à caractère progressiste : conflits du travail, revendications paysannes, etc.

Mais il serait erroné de surestimer ces luttes sous prétexte qu'elles ont eu lieu quelques mois ou quelques années après Mai 68. Ce type de luttes a toujours existé : rappelons seulement 36, les grandes grèves de 53, la grève des mineurs de 63. Les arbres ne doivent pas cacher la forêt : le problème est bien de savoir comment unir les mécontents et les amener à se rallier au socialisme.

3. DEVANT LES EXCES ET LES FAIBLESSES DU POUVOIR DES CAPITALISTES, LA GAUCHE SE TRANSFORME ET S'UNIT POUR VAINCRE.

La bourgeoisie elle aussi se trouve confrontée, en cette période de mutation économique à des difficultés énormes sur le plan politique : l'Etat, devant favoriser la modernisation et l'évolution dans le sens monopoliste, contre l'intérêt de certaines catégories d'entreprises (mal gérées, trop petites ou en déclin). Ceci explique à la fois que l'Etat se soit renforcé grâce à une colonisation de tous les postes importants par les valets du capitalisme et qu'il se sente faiblir sous le poids des contradictions, des scandales, de l'incurie dans le domaine social. Une fascisation du pouvoir n'est donc pas à exclure comme en témoignent les déclarations des leaders de la « majorité » à commencer par Pompidou.

Cependant, dans le camp adverse, on a pu assister à un réveil qui est la conséquence directe du mécontentement croissant de masses de plus en plus larges. La C.F.D.T. a vu son influence s'accroître et a opté résolument pour le socialisme. Le P.C. n'a pas hésité à entamer un processus de libéralisation et d'indépendance vis-à-vis de l'URSS pour faciliter la réalisation d'un front commun contre la « majorité ». Le P.S., de son côté, est en train de rompre, difficilement certes, avec un passé de compromissions, et de renouer avec la tradition socialiste. Le PC, le PS et leurs alliés radicaux de gauche, ont mis sur pied un programme commun de gouvernement qui scelle leur entente, offrant ainsi ce qui manquait en 1968, une alternative politique crédible. La CGT s'y est ralliée et la CFDT et la FEN n'ont pas désapprouvé cette action. La bourgeoisie est à juste titre inquiète.

De leur côté les gauchistes, les « révolutionnaires », paralysés par des dogmes ou livrés à l'opportunisme, sont de plus en plus divisés. Incapables d'agir sur la réalité, ils sont privés de toute implantation véritable dans les masses

et ne peuvent rassembler des militants que sur des thèmes défensifs et ponctuels. Il n'y a qu'à comparer les manifestations pour le Vietnam organisées par les gauchistes (PSU, partie prenante !) et par la Gauche unie pour voir de quel côté penche la majorité des travailleurs. Du reste, la réalisation de l'union s'est traduite par un flot d'adhésions à la CGT, au PC et surtout au PS qui a fait plus de nouveaux adhérents depuis janvier 1972 que le PSU ne compte de cartes!

4. LE PSU NE PEUT SE TENIR A L'ECART DE CE MOUVEMENT.

Dans ces conditions, il faut réorienter la politique du PSU vers l'union de la Gauche.

Certes le programme commun n'est pas révolutionnaire — et il ne se présente pas comme tel —, mais il offre par un grand nombre de mesures préconisées la chance de pouvoir assurer une transition vers le socialisme, si du moins il est appliqué. D'autre part, il n'est pas indifférent — c'est un euphémisme —, que des hommes de gauche remplacent aux leviers de commande de l'Etat des domestiques du Capital : pour briser l'Etat, l'action externe ne suffit pas ; il faut pouvoir agir aussi de l'intérieur ; aussi faut-il tout faire pour mettre fin à la dictature gaulliste-centriste, écarter le risque de fascisation. On doit encore noter que l'union de la Gauche, comme le note la CFDT « opère un clivage entre droite et gauche, entre forces anticapitalistes et forces capitalistes ».

Enfin et surtout, l'union de la Gauche OFFRE UNE DYNAMIQUE qu'on ne peut négliger ; elle peut permettre la mise en mouvement des masses populaires qu'il sera ensuite bien difficile d'arrêter dans leur revendication du socialisme.

Toutes ces raisons font que le PSU DOIT REJOINDRE LE COMBAT DE LA GAUCHE UNIE.

MAIS CELA NE VEUT PAS DIRE QUE LE PSU DOIVE RENONCER A SA PERSONNALITE. Au contraire, il constitue un élément important pour que :

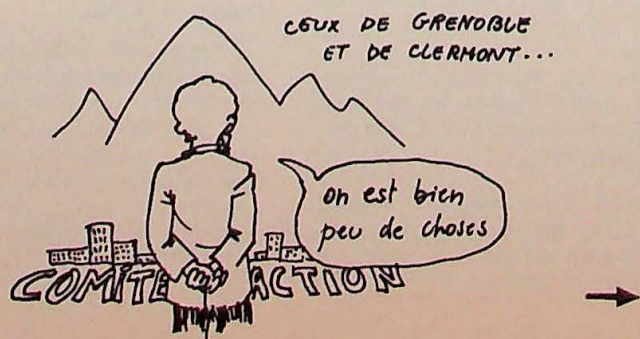
— La transition annoncée se réalise vraiment ;

— Qu'elle permette à un socialisme de liberté de s'instaurer en France. Ce que le PSU ne peut faire avec les groupes gauchistes en raison des désaccords profonds qu'il a avec eux, il peut le faire avec de bonnes chances de réussite au sein de la Gauche unie.

L'ACTION DU PSU AU SEIN DE LA GAUCHE UNIE DOIT SE FAIRE AU SOMMET ET DANS LES MASSES.

Au sommet, le PSU doit pousser à des prises de position de plus en plus socialistes et de plus en plus démocratiques en s'appuyant tantôt sur le PC, tantôt sur le PS et TOUJOURS SUR LA VOLONTE POPULAIRE.

A la base, le PSU doit propager la politique unitaire et favoriser le développement de revendications plus avancées, destinées à faire pression sur les organisations. De plus, le PSU doit aider à la continuation de l'expérience unitaire au-delà des élections, même dans le cas où celles-ci seraient perdues.





5. DES DEMAIN, LE PSU DOIT SE METTRE A L'AVANT-GARDE DE L'UNITE POPULAIRE.

Dans les mois qui viennent, en application de cette stratégie, il convient :

— De manifester notre adhésion au programme commun et à l'union de la Gauche ;

— D'arrêter une tactique électorale plus unitaire que celle de nos partenaires et qui pourrait être : candidat du PSU dans toutes les circonscriptions sauf celles où se représente un ancien élu dont le passé et les convictions vont dans le sens de la réalisation de l'unité populaire. Naturellement le retrait au second tour pour le candidat véritablement de gauche le mieux placé.

— D'engager avec les autres organisations, parties à l'union, et à la base, un débat public sur le problème des rapports entre étatisation, planification et autogestion.

— D'engager de la même façon un débat sur les mesures les plus urgentes à prendre après la prise du pouvoir notamment : comment enrayer la hausse des prix et la fuite des capitaux ? comment assainir l'administration ? comment assurer la neutralisation des forces de répression ? etc.

— De faire une propagande propre au PSU sur les premières grandes réformes permettant d'assurer un début de contrôle ouvrier.

CETTE ACTION DEVRAIT NOUS PERMETTRE DE RETROUVER LA CONFIANCE DES MASSES ET FAIRE DE NOUS CE QUE NOUS DEVRIONS ETRE DEJA : L'AVANT-GARDE DE L'UNITE POPULAIRE.

Nous savons que cette orientation exige une révision difficile de la politique — ou plutôt des hésitations gauchistes —, du Parti. Une autre consisterait à mettre le PSU sur une voie solitaire qui risquerait fort d'être une voie de garage. Aussi l'adhésion à l'union de la Gauche est-elle vitale pour l'avenir du PSU.

Il est temps d'en finir avec les prêches dans le désert et d'entrer carrément dans l'action politique pour LA REALISATION DE L'UNITE POPULAIRE ET LA VICTOIRE DU SOCIALISME.

N.B. : Deux problèmes importants et urgents se posent au Parti : celui de sa réorganisation et de l'adaptation de ses structures à une action politique efficace d'une part, celui de la définition de sa politique internationale (qui a été escamotée à Juvisy) d'autre part ; nous proposerons que des Conseils nationaux, consacrés à ces problèmes, soient réunis dans les mois qui viennent.

Toute correspondance concernant ce texte doit être adressée à :

Raymond GUILLANEUF
14, allée Marius-Bellot, 63100 CLERMONT-FERRAND,

ou 181, rue Ordener, 75018 PARIS, tél. 254.88.24.

● pour un manifeste de combat

Ces considérations préliminaires ont souffert de ce qu'on a tenté de réunir deux choses inconciliables : on a voulu en faire un programme, et, en même temps, les commentaires de ce programme. On craint de n'être pas assez clair en choisissant des formules brèves et frappantes. A mon avis le programme doit être aussi court et précis que possible (...). La phrase courte et frappante, une fois comprise, se fixe dans la mémoire et devient un mot d'ordre, ce qui n'arrive jamais pour une explication plus longue ». F. ENGELS, Critique du Programme d'Erfurt.

Solidaires sans réserve du projet de Manifeste élaboré par le Secrétariat — dont nous proposons la prise en considération — nous ne pensons cependant pas qu'en sa forme actuelle, ce texte réponde à tout ce que l'on doit attendre du VIII^e Congrès. — sa longueur ne permet pas d'en faire le seul instrument de propagande. Qu'il soit publié sous forme de livre de poche est nécessaire : l'intérêt qu'il a déjà suscité le prouve. Mais un texte plus ramassé et percutant s'impose, permettant une diffusion de masse centrée sur le programme de transition.

— la réflexion n'interdit pas la prise de position. Il est indispensable que les choix révolutionnaires du P.S.U. ne soient pas trop noyés dans la masse d'interrogations et d'esquisses de réponses que suscite toute recherche.

Le texte ci-dessous essaye de compléter dans ces deux directions le texte du Secrétariat, sans prétendre en même temps en restituer toute la richesse. Nous espérons qu'en outre il aidera le travail des militants dans la préparation du Congrès.

Le programme commun P.C.-P.S. repose sur un « malentendu » entre les organisations ouvrières traditionnelles et la masse des travailleurs qui, depuis cinq ans, ont donné une nouvelle dimension au combat pour leur libération : il feint de donner une réponse immédiate à ce combat, mais ne lui offre de perspective que dans le régime actuel légèrement amendé, parce qu'il est le fruit de la rencontre entre des hommes d'appareils qui, ou ne croient plus depuis longtemps au socialisme, ou n'osent plus en parler tant serait rebutant le seul visage qu'ils peuvent en présenter.

De la persistance de ce malentendu, les organisations qui se situent dans l'héritage de mai 68 seraient également responsables si elles ne sont pas en mesure :

- 1) de réaffirmer que la situation des sociétés économiquement avancées et notamment de la France, non seulement n'est pas contradictoire avec le socialisme, mais l'appelle ;
- 2) de définir les fins poursuivies pour que les principes fondamentaux en soient suffisamment clairement énoncés pour guider l'action aujourd'hui ; c'est ce qui fonde notamment l'importance donnée à l'autogestion.
- 3) d'expliquer le chemin à suivre pour y parvenir ;
- 4) de proposer un programme qui fasse la jonction entre les aspirations immédiates des masses populaires et la révolution dont elles sont porteuses.

I. LE SOCIALISME EST A L'ORDRE DU JOUR

1. L'évolution même du capitalisme engendre une actualité toujours plus grande du socialisme

Si le développement des forces productives a permis d'inclure dans la rémunération de la force de travail des biens jadis réservés aux couches privilégiées de la bourgeoisie, cet accroissement de la consommation des travailleurs, lié à la production de masse, n'a atténué ni leur exploitation, ni les différences de situation matérielle entre classes. Si l'on va au-delà des apparences, c'est le contraire qui s'est produit.

a) le produit échappe toujours plus au producteur.

A l'échelle internationale, le renforcement continu de l'impérialisme se traduit par des stratégies de développement plus que jamais contradictoires avec les intérêts des travailleurs, appelant de leur part une nouvelle conscience internationaliste.

● Les « firmes multinationales » se sont essentiellement constituées à partir de grands monopoles nationaux (généralement américains) qui ont étendu leurs activités à l'ensemble du globe. Cette extension leur a permis de contrecarrer toute politique étatique contraignante, et de jouer sur les contradictions entre Etats nationaux. Ceux-ci n'ont pour autant rien perdu des attributions qui leur sont conférées par les classes dominantes (et au premier chef le maintien du taux de profit et de l'ordre bourgeois). Ainsi se dessine une nouvelle répartition des tâches qui accentue le caractère formel des démocraties nationales.

● La création d'un vaste marché européen a débouché sur l'absorption de firmes nationales par des firmes américaines (cf. ci-dessus), ou sur un processus de concentration à l'intérieur des états nationaux, subordonnant l'orientation de la production, le développement régional, etc.) aux impératifs de la concurrence mondiale.

● Les pays sous-développés se transforment en réservoirs de main-d'œuvre surexploitée. Les pays impérialistes, ou bien exportent du capital pour faire exécuter à bas prix un travail n'exigeant aucune qualification, ou importent du travail. Ainsi en est-il du capitalisme européen à l'égard des pays du bassin méditerranéen.

La division sociale du travail n'a cessé de s'accroître (Projet, p. 50, 1, a).

b) derrière l'augmentation du niveau de vie, l'accroissement des inégalités.

Les disparités de revenu s'accroissent. Avec l'aide de l'inflation, la hiérarchie des salaires s'accroît. L'extension du capitalisme à de nouveaux secteurs (agriculture, distribution) crée de nouvelles couches paupérisées. Le maintien d'un taux de chômage élevé, l'exode rural, l'immigration, permettent de constituer une armée de réserve considérable.

Les conditions de vie collective composent de moins en moins les difficultés croissantes d'existence dans un monde industriel et urbain. Soumettant à la loi du profit les activités « rentables », lui sacrifiant les autres, le capitalisme impose un mode de vie (boulot-méto-télé-dodo) auquel il est d'autant plus difficile d'échapper que le niveau de vie est faible.

La production elle-même se traduit par un gâchis dont les plus faibles sont les premières victimes. Car le marché permet aux plus favorisés de le supporter mieux. Face à la dégradation de la qualité de la production de masse apparaît un second marché où l'on vend l'hygiène (produits alimentaires), la sécurité (automobile), etc., aux couches fortunées. Face à la pollution apparaît un marché des ressources naturelles rares (l'air et le silence dans les villes, l'eau, la montagne, la mer).

Ainsi le capitalisme pose-t-il lui-même la question : à quoi sert la croissance ? Mais le débat ainsi posé s'enferme très souvent dans un faux dilemme : ou bien l'espoir de « s'en tirer » individuellement (les quelques-uns qui y parviennent servant alors à faire miroiter cet espoir au plus grand nombre), ou bien, par assimilation du développement des forces productives au développement capitaliste, les réactions de fuite ou de rêve de formes primitives d'organisation sociale — c'est-à-dire jeter le bébé avec l'eau sale.

Faux dilemme parce que seul le socialisme apporte la vraie réponse. Nous le verrons ci-dessous (II) ; mais QUI peut prendre en charge cette réponse ?

2. Les forces existent pour le combat socialiste.

On assiste actuellement en France à un affaiblissement des positions de la bourgeoisie, fondé sur une crise non pas économique, mais sociale et politique, issue de la grève générale de 1968.

La bourgeoisie, après avoir serré les cordes sous l'effet de la grande peur de mai, se divise ; ses diverses fractions sont hésitantes sur la réponse à apporter à cette crise qui menace leur pouvoir. Une partie de la grande bourgeoisie (cf. C.N.P.F., Jeanneney) lâche l'U.D.R. qui lui semble trop compromise et incapable de résoudre avec souplesse la crise sociale (comme l'a prouvé sa dernière bécasse : remplacer Chaban-la-carotte par Messmer-le-bâton). Aussi paraît-elle s'orienter vers une coalition droite-centre plus maniable. Mais si un tel replâtrage peut lui donner un sursis, il sera insuffisant pour restaurer un pouvoir qui s'effrite chaque jour davantage.

Les formations réformistes, qui se rendent compte que la classe ouvrière aspire à des changements profonds, ont été contraintes à s'unir autour d'un programme qui est obligé de prétendre « changer la vie ». Mais l'unité de formations qui n'ont guère scutenu leurs luttes récentes n'incite guère les travailleurs à se montrer enthousiastes. Mai 68 ne saurait se transformer en tremplin pour réformes.

a) Les forces sociales en mouvement. La classe ouvrière constitue le noyau des forces du combat socialiste. Ses conditions d'existence, sa place dans le processus de production, sa conscience de classe, la mettent dans une position privilégiée pour contester et bouleverser les rapports de production. Et il faut se garder de toute tendance en général (même s'il faut le faire en fonction des réalités de tel combat) à privilégier une partie ou une autre de la classe (O.S., ouvriers qualifiés, techniciens, etc.) sous peine de risquer de briser son unité dans la lutte.

Pour la conquête révolutionnaire du pouvoir, il est nécessaire qu'elle groupe autour d'elle et sous sa direction politique l'ensemble des couches populaires anticapitalistes :

- b) les luttes montrent la voie
 - les autres couches salariées (Projet p. 37, par. 5, p. 39, par. 1 et 2)
 - couches non-salariées (Projet p. 37, par. 1, p. 39)
 - jeunesse scolarisée et travailleurs intellectuels (Projet p. 40).

● parce qu'elles font naître une nouvelle conscience politique : il ne s'agit plus seulement de la condition matérielle, mais de l'organisation du travail ; dans les villes et les campagnes, elles ont pour cible l'accaparement de toute l'existence par le capitalisme ; les mouvements des femmes et des jeunes butent directement sur l'idéologie dominante (difficilement, parce que traversés par des contradictions de classe) ; les luttes des minorités ethniques, des régions, mettent en accusation l'équilibre national-international entretenu par la bourgeoisie à son profit.

● parce qu'elles forgent progressivement une nouvelle unité (Projet p. 32, 2).

● parce qu'elles sont porteuses d'un nouveau mode d'organisation sociale (id., 3). Bien sûr, il ne s'agit encore que d'un lent enfantement. Mais il montre bien que, ce qui est à l'ordre du jour, ce n'est pas la « démocratie avancée », c'est le socialisme.

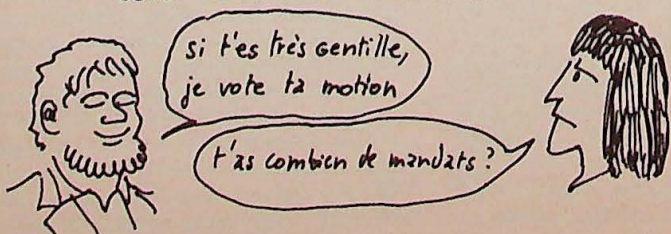
II. — VERS QUELLE SOCIÉTÉ

1. Qui produit ? Pourquoi ?

a) La finalité de la croissance. Si le débat sur « la société de consommation » alimente souvent l'utopie, pourtant, il s'agit d'une vraie question : comment le développement des forces productives peut-il servir à l'épanouissement collectif ? La réponse fournie par l'objectif central de la société communiste — retourner ce développement au profit de la collectivité tout entière, pour le répartir « à chacun selon ses besoins » — relève-t-elle aussi de l'utopie ?

(suite page 10)

CELUI OÙ J'AI RENCONTRÉ LIZI



Un pari

par Michel Rocard

Au moment où le PSU prépare son huitième congrès nous avons pensé qu'il était bon de faire le point sur ce que furent ses 12 années d'existence. Le livre de Michel Rocard « Questions à l'Etat Socialiste », qui vient de paraître chez Stock, évoque précisément dans son introduction les principaux jalons d'une histoire mouvementée et difficile. Nous en publions ici des extraits.

JE n'entreprendrai pas ici l'histoire du PSU. Il y faudrait un autre livre. Le but de ce chapitre introductif est seulement de fournir au lecteur les moyens de questionner l'auteur lui-même. Il me faut donc présenter la grille de lecture et d'analyse des événements qui s'est petit à petit dégagée des expériences auxquelles j'ai été mêlé.

Nous avions tout à faire. Le réseau militant était mince et hétérogène, le réseau de sympathisants diffus et inorganisé, les électeurs inexistant. Pas d'argent, pas de locaux. Trois journaux de petites organisations à fusionner en un seul. Mais surtout, il nous fallait inventer une nouvelle pratique socialiste et en élaborer la théorie. Or, les divers courants fondateurs du PSU n'étaient liés que par leurs divers refus : refus de la bureaucratie stalinienne pour les anciens du PC ; refus des

compromissions et aussi de la bureaucratie social-démocrate pour les anciens de la SFIO ; refus de l'impuissance et du sectarisme trotskystes ; refus de la facilité qui consistait à parler de politique sans en faire réellement, pour ceux d'entre nous qui étaient restés jusque-là isolés ou groupés autour d'un journal ; refus du ghetto catholique dans la gauche pour les anciens du MLP ; refus aussi, de la part des « mendésistes », du jeu personnel et manipulateur qui caractérisait le radicalisme — fût-il de gauche. Il fallait, de tout cela, faire un parti que sa charte de fondation déclarait socialiste et révolutionnaire, voué à l'organisation du prolétariat en parti de classe. Chacun des courants fondateurs arrivait avec ses traditions, ses zones d'influence, son histoire, ses habitudes et ses références doctrinales. C'est dire qu'ils ne parlaient pas le même langage. L'incompréhension conduit vite à la méfiance. Nous avons appris, longuement et douloureusement, l'écart entre les langages et la réalité, l'importance décisive des relations personnelles, surtout lorsqu'elles sont rendues difficiles par des structures totalement collégiales.

Il nous a fallu redécouvrir aussi ce que peut être, ce que doit être l'action d'un parti politique direc-

tement engagé dans la lutte de classes. En effet, la priorité absolue donnée aussi bien par le PC que par le PS aux batailles électorales a finalement fait oublier la nature d'une action socialiste quotidienne, d'une pression révolutionnaire exercée directement sur toutes les structures existantes pour pousser à leur transformation.

Au moins deux reprises dans la vie du parti, en 1962 et en 1971, la difficulté d'assurer le minimum de convergence nécessaire entre des courants aussi divers, liée d'ailleurs à la difficulté qu'il y a à imaginer et à préparer une transformation révolutionnaire en pays développé, a failli emporter l'organisation. Nous savons cependant que notre diversité est utile, que notre capacité à laisser s'exprimer des courants très divers est garante du respect de la démocratie dans la société que nous avons entrepris de construire. Ces difficultés internes nous ont beaucoup appris sur la naissance de la tentation bureaucratique pour une direction politique, et cela de deux manières.

A l'intérieur d'une organisation, la conquête de la notoriété et du pouvoir se fait à plusieurs niveaux (niveaux local, régional, national, structures professionnelles, commissions spécialisées) et la tentation est souvent grande de tenir plusieurs langages, de distinguer soigneusement langage et pratique militante ; d'être révolutionnaire à Paris et réformiste à Carpentras ou ailleurs, d'être révolutionnaire dans ses discours et corporatiste dans ses actes. De même, la tentation est grande d'avoir une ferme conviction à un moment et d'en avoir une autre, diamétralement opposée

difficile

SOCIALISTE UNIFIÉ

mais toujours aussi ferme dès que le vent tourne, ou simplement dès lors qu'on pense qu'il tourne. Il ne faut pas demander aux hommes d'être des anges sinon ils parlent comme des anges et agissent comme ils peuvent, et tout le monde est trompé. Il ne faut donc donner à personne, pas même à un groupe de personnes, un pouvoir centralisé et unique, faute de quoi on est exposé soit à une bureaucratie de plus en plus autoritaire qui masque sa pratique sous un langage angélique, soit à une instabilité permanente liée à des sautes d'humeur réelles ou supposées. Les seuls systèmes de pouvoir stables mais non bureaucratiques sont fondés sur l'équilibre entre pouvoirs partiels autonomes. Mais toute la tradition française centralisatrice répugne à ces équilibres de nature fédérale qu'ont expérimentés d'autres peuples et qui étaient une référence constante chez les fondateurs du socialisme. Le jacobinisme et le stalinisme sont chez nous étonnamment complémentaires, liés d'ailleurs à des structures et des habitudes administratives qui les ont largement précédés l'un et l'autre. L'appel à la norme, à la règle commune appliquée sans faiblesse est un comportement permanent de toute base militante en France. Il est redoutable, dans la mesure où le conformisme pourrait devenir la source du pouvoir. On sait que le conformisme n'a jamais rien créé, plus grave : il empêche la création. On le voit, notre courte expérience dans un parti encore jeune et petit nous a conduits non seulement à réfléchir, mais à expérimenter des problèmes qui sont au cœur même de la démocratie. Plus étonnante encore a été pour nous la découverte de la pression bureaucratique venant de l'extérieur. L'opinion publique, et surtout la presse — ici très redoutable — sont tellement conditionnées par la référence à des organisations bureaucratiques qu'elles ne respectent plus la démocratie, la diversité qu'elle suppose et les conflits permanents et acceptés qu'elle implique.

Notre tentative de faire vivre une structure authentiquement démocratique, un parti sans appareil où la direction ne dispose d'aucun contrôle sur une base toujours maîtresse de ses décisions, et qui, d'ailleurs, a remplacé plus de la moitié de la direction sortante à trois reprises dans l'histoire du parti — cette tentative a été raillée, vilipendée, caricaturée à un degré incroyable. Nos commentateurs souhaitent sans doute nous voir exclure plus fermement et fréquemment, nous voir construire une machine bien huilée comme celle du PC ou du PS de la grande époque molletiste. Il y a une telle coïncidence entre les habitudes politiques des Français, les institutions qu'ils ont reçues en héritage, le goût commun magnifié par la presse de l'homogénéité, que ce commentaire systématiquement défavorable de notre respect des différences a éloigné de nous bien des gens et finalement beaucoup entravé notre développement. Plus paradoxalement encore, s'il se peut, la critique principale de certains des courants minoritaires du parti vise justement la trop grande souplesse de celui-ci. Ils ont été conduits dès lors à reconstruire à l'intérieur du parti des fractions, plus solidement centralisées que le parti lui-même !

Pendant toute cette période de construction du parti, il nous a aussi fallu préciser petit à petit le projet politique qui nous anime.

Défendre un socialisme non autoritaire, décentralisé, autogestionnaire, prendre en charge des espérances libertaires ou fédéralistes, c'est nécessairement se distinguer du parti communiste français, quoi qu'il en coûte. Donner, dans la lutte socialiste, la priorité à la lutte de classes directe, c'est-à-dire aux innombrables conflits quotidiens à travers lesquels se transforment les rapports sociaux, plutôt qu'à la lutte électorale qui n'est qu'un enregistreur de l'état de ces rapports, c'est aussi, inévitablement, se distinguer du parti socialiste (SFIO, FGDS, ou tout court). Affirmer ces positions, les traduire par une pratique — sans jamais sombrer dans l'anticommunisme — et en respectant la volonté d'unité des travailleurs, c'est-à-dire en ne poussant pas les divergences au-delà de la limite où elles deviennent des chances offertes à la droite, faire tout cela en évitant le sectarisme et l'isolement où sont toujours tombés les mouvements révolutionnaires en France, mais en essayant de retrouver

le même courage militant, voilà les tâches que nous nous sommes assignées : elles n'ont rien d'aisé.

Cette stratégie difficile nous a obligés à réfléchir de très près à ce qui se passe dans les pays socialistes. URSS, Tchécoslovaquie, Yougoslavie ont été pour nous l'occasion de réflexions et de questions essentielles. Il faudrait y ajouter la Chine, si l'information dont on dispose permettait vraiment de se faire une idée précise de ce qui s'y passe.

Mai 1968, enfin, a été pour nous un sévère rappel. Nous avons pour l'essentiel utilisé les huit premières années de l'existence du PSU à tenter de revitaliser les forces socialistes par la qualité de notre apport intellectuel et théorique. Les réflexions de Serge Mallet sur les couches nouvelles, celles de Pierre Belleville sur la classe ouvrière, celles de Gilles Martinet sur le marxisme de notre temps, l'effort de tout le parti en matière de formation, sa participation aux rencontres socialistes de Grenoble, marquées pour ce qui me concerne personnellement par un approfondissement des problèmes de gestion monétaire socialiste, de relations économiques internationales, et par la prise en compte du problème régional, enfin l'élaboration d'une alternative socialiste au V^e Plan (le « Contre-Plan ») ont été les signes les plus visibles de cet effort. Mais tout cela était loin d'une pratique de masse, et nous restions inconsciemment sollicités par l'idée fausse que la combativité révolutionnaire est liée à la misère et que les sociétés développées ne devraient pas connaître d'affrontements aussi brutaux que par le passé.

Le mouvement de Mai a infirmé ce pronostic erroné. En quatre semaines, il a fait apparaître qu'en dehors de toute situation de famine, des hommes savaient engager des luttes dures pour changer le sens de leur existence. Il a souligné aussi que le trait dominant des exigences d'aujourd'hui est le refus de la centralisation, de la bureaucratie. L'aspect libertaire du mouvement touchait aux sources les plus profondes du socialisme français. Il reste à traduire en projet politique l'espérance qu'il a représentée. Nous n'avons pas la prétention d'y être parvenus, même si la distance considérable qu'il y a entre l'espérance de Mai et le programme commun élaboré par le parti communiste et le parti socialiste nous confirme qu'un PSU actif et puissant reste nécessaire.

Voilà, rapidement retracé, l'itinéraire politique à partir duquel nous sommes amenés à nous poser, sur l'Etat socialiste — et plus généralement sur le mouvement socialiste — des questions difficiles.

Oui, si on ignore la longue transition nécessaire, ou si, dès la première étape transitoire, on n'engage pas le combat contre le modèle de croissance, à tous les niveaux qui assurent sa survie :

- au niveau idéologique : le socialisme a su créer des besoins et en récupérer d'autres. Le socialisme est inconcevable sans la volonté continue de briser le carcan des valeurs imposées par la bourgeoisie.

- au niveau politique qui décide — et comment — de l'orientation de la croissance, de la répartition des ressources, du mode de satisfaction (consommation individuelle ou collective)

- au niveau économique : arrêter le gâchis capitaliste, c'est à la fois réduire l'opposition entre production de masse et production de qualité, et réduire les prélèvements sur les ressources naturelles rares et vitales.

Le Programme Commun escamote le combat à ces trois niveaux. Car s'il est bon de parler de « priorité aux équipements collectifs » celle-ci peut très bien n'être qu'une variante du modèle de croissance capitaliste (cf. pays scandinaves).

b) Les verrous qui doivent sauter.

- les deux premiers verrous concernent la propriété et le mode de décision. Ils sont inséparables.

Sans l'autogestion, la collectivisation des moyens de production n'entraîne pas nécessairement la maîtrise des finalités et de l'organisation du travail productif.

Sans abolition de la propriété privée des moyens de production, les discours sur la gestion démocratique ne s'écartent guère du plan français actuel où l'on fait parler beaucoup de monde sur les besoins et leur satisfaction, mais où les décisions sont prises ailleurs.

Il convient donc de rappeler que la collectivisation des moyens de production est une condition essentielle de la construction du socialisme en précisant :

- que de manière générale la nationalisation est le résultat d'une lutte des travailleurs par laquelle à la fois ils redonnent à la collectivité des moyens de production et reconquièrent la disposition de leur force de travail. Elle résulte donc du niveau de conscience et du niveau général des luttes.

- mais que pour que cela même soit possible, il faut un gouvernement mis en place par les travailleurs, disposant de puissants moyens de contrôle économique et financier, c'est-à-dire qu'il existe des nationalisations préalables : ensemble du capital financier — principaux trusts les plus rentables — monopole du commerce extérieur — ensemble des entreprises assurant de fait un service public.

III. — LA MARCHÉ VERS LE SOCIALISME

Proclamer le refus de l'insurrection minoritaire ne suffit pas, tant s'en faut, pour dire comment on s'acheminera au socialisme. Il ne s'agit pas d'écrire d'avance une histoire qui, de toute façon, sera faite par les masses, mais :

1. De réaffirmer que la majorité, celle des couches exploitées, doit réaliser son unité. Cette unité existe potentiellement (II) et doit se réaliser sous la direction de la classe ouvrière. Mais il ne suffit pas de constater les potentialités pour qu'elles deviennent réalités, ni de scander « Unité, unité » pour que les masses soient touchées par la grâce unitaire. C'est à travers les luttes qu'elle doit se former, et nous nous ferons pour tâche de toujours y contribuer.

2. De politiser les luttes des travailleurs à travers le contrôle ouvrier.

L'autogestion traduit de très anciennes espérances et de très anciennes pratiques de la classe ouvrière ; 1968 en France, le Mai

rampant italien ont montré qu'elles étaient de plus en plus actuelles ; et ce n'est sûrement pas par hasard que les tanks soviétiques ont envahi la Tchécoslovaquie précisément au moment où s'y multipliaient les conseils ouvriers.

Mais on entretiendrait la confusion et on préparerait de graves désillusions si l'on imaginait que l'autogestion peut être un objectif de lutte séparément de la prise du pouvoir d'Etat. Et cependant, nous savons que la bataille d'aujourd'hui doit préfigurer la société de demain.

Précisément, les luttes qui ont visé le blocage du pouvoir de décision du patronat et l'organisation du travail, caractérisées en outre par leur caractère démocratique (AG du personnel) et leur rupture fréquente avec la légalité bourgeoise s'inscrivent dans la perspective de l'autogestion : elles montrent non seulement qu'un contrôle d'ensemble des travailleurs sur la production est envisageable, mais, en faisant éclater les limites des grèves, en élargissant le combat anticapitaliste à d'autres entreprises ou à d'autres couches sociales, elles débouchent sur des mouvements de masse à caractère politique.

Plus que jamais, le contrôle des travailleurs doit être — non pas un mot d'ordre abstrait — mais un axe de développement des luttes se traduisant dans chaque cas par des objectifs précis [ici, des exemples actuels fournis par les sections et groupes d'entreprise seraient très utiles].

Mais l'apparition d'embryons de nouveaux pouvoirs internes et externes à la production, l'extension et la coordination des luttes à l'échelle nationale débouchent inévitablement sur l'affrontement avec l'Etat bourgeois.

3. De ne pas éluder la nécessité de la prise du pouvoir.

- a) L'attitude du PSU dans la période actuelle.

Les mois qui viennent vont être marqués par un affrontement électoral qui prendra un caractère de classe plus marqué que précédemment. Le PSU, pour sa part, a clairement choisi son camp et saura se montrer actif dans la lutte contre le pouvoir capitaliste.

Mais l'accord PC-PS n'est pas de nature à mener au pouvoir des travailleurs. [Doit suivre un résumé des analyses du PSU sur ce sujet.] Néanmoins, sa victoire ouvrirait une brèche importante dans l'édifice de la bourgeoisie, en montrant aux travailleurs son affaiblissement et la possibilité pour eux de lui arracher des concessions importantes. Il faudra une mobilisation populaire permettant de réaliser d'abord, de dépasser ensuite, le projet réformiste dans la perspective du contrôle ouvrier et de l'autogestion. Une tactique de débordement peut s'appuyer sur les éléments du programme ressentis comme vitaux par les travailleurs ou sur ceux qu'ils leur substituent.

- b) En tout état de cause, l'affrontement (pas seulement électoral) des travailleurs avec la bourgeoisie et son Etat est inévitable, elle a les moyens de résister et n'hésitera pas à les employer. Cet affrontement revêtira des aspects violents, sans qu'on puisse en déterminer à l'avance les formes, l'intensité et le moment. Il faut y préparer les travailleurs. La révolution, ce n'est pas seulement ça, mais ça passe par là.

Les moyens du combat socialiste ne sauraient cependant être contradictoires avec les nouveaux rapports sociaux que nous voulons établir : les formes de lutte et les objectifs devront être le fait des travailleurs eux-mêmes.

Le choix du PSU et le refus des impasses légalistes ne signifie en rien que nous renonçons à utiliser aussi les moyens légaux dans la mesure où ils peuvent servir la lutte des travailleurs (législatives, mandats municipaux, etc.).

4. De constituer progressivement une force révolutionnaire importante capable de traduire en objectifs politiques les aspirations

que Mai 68 a révélées. (Projet, de p. 99, dernier alinéa, à « le mouvement révolutionnaire français ».)

IV. — LES OBJECTIFS POUR AUJOURD'HUI

Changer la vie demain dans les rapports de propriété, de travail et de pouvoir suppose que dès aujourd'hui le combat anticapitaliste montre qu'un système alternatif à l'exploitation actuelle et qu'une vie différente sont possibles.

C'est donc dès maintenant et pas seulement après la conquête du pouvoir d'Etat que la lutte contre les divers aspects de la société capitaliste doit être menée. Notre objectif, un socialisme fondé sur l'autogestion, suppose que partout les travailleurs établissent leur contrôle sur leurs affaires : **contrôler aujourd'hui pour prendre en main demain**, tel est l'axe de notre combat actuel.

Les travailleurs n'auront en effet que ce qu'ils prendront. C'est bien pourquoi le PSU, au lieu de proposer un catalogue de lois à faire voter avec l'accord des forces capitalistes, dit aux travailleurs : Comptons sur nous-mêmes pour imposer notre contrôle sur tous les rouages de la société et de l'économie.

Dès aujourd'hui, notre lutte pour le contrôle doit s'exercer dans cinq directions :



1. Elever le niveau de vie.

SMIC à 1.000 F tout de suite, avec revalorisation sur la base d'un indice établi par les organisations de travailleurs ; mensualisation de l'ensemble des horaires ; augmentations uniformes des salaires ; intégration des primes fixes ; grille unique de l'OS à l'ingénieur ; égalité effective des salaires masculins et féminins ; égalité des droits pour les immigrés ; intégration dans le temps de travail du temps des transports et de repas au travail ; blocage des prix des produits de grande consommation ; droit à la retraite à 60 ans ; retraite égale à 80 % au moins du salaire des dix meilleures années ; gratuité des soins de santé ; majoration des prestations sociales.

2. Changer les conditions de vie. (Résumé projet p. 85, § a, b, c.)

- A l'entreprise : L'une des conditions pour exercer ces contrôles est d'arracher aux capitalistes la propriété des grands trusts qui leur permettent de dominer la vie économique et politique. Il faut donc se battre pour la nationalisation, sans indémision, de la chimie, de la sidérurgie, de l'automobile, du crédit et de la banque, de l'aéronautique, de l'industrie d'armement, du pétrole, ainsi que des grands trusts de la construction électrique, de l'électronique, de l'information (Hachette).

- Dans la ville : Gratuité des transports en commun qui doivent bénéficier d'une priorité absolue ; collectivisation des sols à bâtir qui ne seront plus achetés à des prix spéculatifs ni rétrocédés aux promoteurs par les collectivités ; contrôle de l'ensemble des loyers et charges locatives ; construction massive de logements décentes, loués en fonction des besoins, pour un loyer conforme aux ressources des familles et gérés par les usagers ; mise en place simultanée des équipements socio-culturels nécessaires gérés par les usagers ; ouverture de l'urbanisme pour faciliter les rencontres, favoriser la souplesse du mode d'organisation de la vie, décloisonner les lieux de travail, d'éducation, de loisirs ; contrôle effectif de la ville par la population.

- Dans le monde rural : Contrôle des sols pour permettre à chaque travailleur de disposer de la terre qu'il travaille de façon individuelle ou collective ; contrôle



sur les industries en amont (matériel agricole, engrais, aliments) et en aval (transformation de la production agricole) ; lutte pour des produits de meilleure qualité et plus sains.

3. Changer les rapports entre les hommes.

- Dès la formation qui leur est donnée : ce n'est pas en multipliant les écoles et le nombre d'enseignants, ni même en rendant moins onéreux l'enseignement qu'on empêchera l'école de fabriquer de futurs citoyens passifs de la société capitaliste, c'est en modifiant le contenu même de ce qui est enseigné. Les objectifs de lutte sont dès lors clairs : au-delà de la gratuité effective de l'enseignement, lutte contre la mainmise du patronat sur les crédits de formation permanente, liaison entre les usagers de l'école et les travailleurs pour définir de nouveaux objectifs de formation, libération de la pédagogie.

- L'information, qui est devenue un quasi-monopole de grands trusts, chloroformant l'opinion ou l'intoxiquant par la publicité, doit être rendue aux citoyens : contrôle des journaux actuels par des comités de journalistes, de travailleurs de la presse et de lecteurs ; mise à la disposition de comités d'usagers des nouveaux réseaux de télécommunications ; disparition du monopole éditorial de l'O.R.T.F., remplacé par des chaînes régionales multiples confiées à des comités de travailleurs et d'usagers.

- Une libre organisation de sa vie implique que les sexes soient effectivement reconnus égaux et libres : à travail égal, salaire et responsabilité égaux ; même droit à la formation et au métier ; suppression de la double journée pour les femmes par la multiplication des équipements gratuits prenant en charge les enfants et les tâches ménagères ; transitivement, institution d'une indemnité de travail ménager ; liberté totale et gratuite de la contraception ; droit à l'avortement libre et gratuit.

4. S'attaquer à l'appareil répressif de l'Etat.

- Police : suppression des corps de répression (CRS, brigades spéciales, GM), interdiction de l'emploi de la police contre les grévistes ;

- Justice : suppression des juridictions d'exception (tribunaux militaires, Cour de sûreté de l'Etat), élection des juges ;

- Armée : exercice par les soldats de tous les droits démocratiques, notamment politiques et syndicaux (expression, manifestation) ;

- Fiscalité : réduction des impôts répressifs sur les petits consommateurs (TVA), majoration de l'impôt sur les hauts revenus et les successions, création d'un impôt sur le capital ;

- Institutions : dès que la force de la mobilisation populaire le permettra, suspension de la Constitution de la Ve République et réunion d'une Assemblée populaire constituante pour élaborer des institutions nouvelles.

5. Changer de rapports internationaux

Une victoire du socialisme ne peut se concevoir dans un cadre national. La lutte pour le socialisme en France passe donc :

- Par le soutien effectif aux luttes menées sur tous les continents ; peuples luttant pour se libérer de la tutelle impérialiste et néo-colonialiste, travailleurs d'Europe et d'Amérique Latine luttant pour le socialisme, travailleurs des pays de l'Est luttant contre la domination bureaucratique sous le drapeau de la démocratie socialiste ;

- Par le refus de l'opportunisme dans les relations économiques internationales, le contrôle populaire s'exerçant également à ce niveau ;

- Par la reconnaissance du droit des peuples sous domination coloniale ou néo-coloniale de l'impérialisme français à obtenir leur indépendance ;

- Par un aménagement du statut des régions et nationalités minoritaires conforme aux vœux qu'elles exprimeront.

Jean Agasse, J.-L. Auduc, François Brouse, J.-M. Demaldent, Jean Francmèteau, Léo Goldberg, Cl. Gueneau, Ph. Guyot, Louis Lemée, Michel Mousel, Maurice Riou, J.-L. Serre, Jean Verger.



● les bases du projet révolutionnaire



Beaucoup de militants sont désorientés. Après l'exclusion de la G.R. et la dissolution de la fédé de Paris, devant la montée du sectarisme et du désordre interne, ils supportent de moins en moins la situation et s'interrogent. Un militant révolutionnaire peut-il encore rester au P.S.U.? Rester, pour quoi faire, sortir pour quoi faire ?

Dans quelle période se situe notre action

Comme il est dit dans la Thèse IV-1 « Les bases de l'Internationalisme prolétarien », le rôle de leader et de régulateur des U.S.A. est remis en question. D'autres pôles impérialistes, et en particulier l'Europe, sont en voie de constitution d'où l'âpreté des luttes internes, des restructurations (exemple Fiat-Citroën), des éliminations de secteurs non rentables. Cette période peut donc être favorable au projet révolutionnaire si la classe ouvrière sait saisir les chances de réussite.

— C'est en France où la petite bourgeoisie a survécu plus qu'en Allemagne et en Angleterre à la croissance capitaliste (pour des raisons politiques d'alliance de classe avec les notables), que la liquidation des secteurs retardataires, pose le plus de problèmes.

— C'est donc en France où la crise idéologique, politique et économique est directement ressentie et exprimée par une partie de cette petite bourgeoisie, exemple : Mai 1968, d'où aussi le « pacte originel » du mouvement révolutionnaire marqué par les caractères de cette couche sociale : oscillation entre le découragement (localisme) et le gauchisme (avant-gardisme). Peu à peu, l'échéance électorale se précipitant, la récupération par les tenants de la « démocratie avancée » de toutes les actions, et l'absence de perspective aux luttes ouvrières, ont rendu crédible la voie réformiste. Comprendre cela, c'est s'astreindre à une analyse sérieuse du révisionnisme.

— Sur l'analyse du révisionnisme : Si le P.C. ou les pays de l'Est en sont là, ce n'est pas parce qu'ils ont « trahi » la classe ouvrière. Le révisionnisme trouve sa base objective économique dans un stade donné du développement des forces productives et donc de la composition de la classe ouvrière : c'est le stade où la place dans la production dépend d'une hiérarchie continue de compétence et d'expérience (manœuvre, apprenti, OP1, OP2, OP3, chef d'équipe...).

Sur cette base s'est greffée l'idéologie petite bourgeoise (hiérarchie, autorité, expériences) qui, peu à peu, s'est totalement substituée à l'idéologie prolétarienne révolutionnaire, notamment par l'intermédiaire des appareils d'Etat bourgeois, par l'intermédiaire de l'école, notamment (voir l'expérience de l'U.R.S.S.). C'est sur cette base objective économique et avec cette pénétration idéologique que repose le projet politique du P.C. dans lequel les alliances de classe sont passées par l'intermédiaire des partis et des élections sur les bases de la petite bourgeoisie (voir 1936, 1968 et 1972, le programme commun antimonopoliste).

— Sur la façon de faire apparaître une alternative au révisionnisme :

Si le révisionnisme a des bases objectives, le dénoncer abstraitement ne sert à rien. Ce qu'il faut, c'est, à partir des bases objectives d'un projet révolutionnaire (définies plus loin) permettre une ligne prolétarienne de s'affirmer de façon autonome, et faire apparaître un projet politique concret et applicable dans la situation actuelle. Ce projet doit permettre à la classe ouvrière de passer des alliances de masse (et non pas des alliances d'appareils) sur ses propres bases avec les couches populaires qui peuvent être ses alliés.

Une ligne prolétarienne

Quelles sont les bases objectives d'un projet révolutionnaire ? Le développement du mode de production capitaliste au stade de la production de masse généralisée secrète dans le même temps les éléments de sa propre destruction. Sur la chaîne, sur les machines, les O.S. interchangeables sont placés sur un même pied d'égalité, et ceci constitue la base objective de la société communiste égalitaire dans la mesure où ces prolétaires vivent en « négatif » la Société à construire.

A partir de cette fraction de la classe et sur les objectifs qu'elle met en avant (augmentation uniforme des salaires, lutte contre la hiérarchie et la division du travail, volonté de lutte contrôlée collectivement, etc.) peut s'affirmer une ligne prolétarienne conduisant à l'élaboration et la prise en charge d'un projet politique autonome. Ce projet politique vise à reconstruire l'unité de la classe ouvrière et passer des alliances de masse avec les autres couches populaires (unité populaire construite dans les luttes).

L'étape actuelle est celle de l'entrée en lutte des O.S. et des couches populaires qui sont désormais soumises à l'organisation capitaliste du travail (employés et techniciens prolétariés, paysans travailleurs). Depuis plus de deux ans, des grandes ou petites boîtes (de Renault Le Mans, à Penarroya) ces couches font leur première expérience de luttes autonomes, à travers des victoires, mais aussi quantité de défaites.

Dans ces conflits, elles rencontrent l'axe P.C.-C.G.T., en se heurtant à lui ou en étant récupérées par lui. Il faudra encore de longues années de « guérilla » de classe avant que les O.S. aient acquis leur autonomie de lutte par rapport au révisionnisme, qu'ils aient fait avancé sérieusement l'unité de classe et l'unité populaire sur leurs bases.

Si dans chaque lutte un groupe d'ouvriers combattifs s'affirme, cette « gauche ouvrière » n'apparaît souvent qu'au moment de la reprise (en la refusant) et se dilue ensuite sans coordination.

Il y a donc loin encore entre cette émergence et la prise de conscience politique, donc avec une véritable expression poli-

tique autonome des ouvriers de la production.

Pourquoi la gauche syndicale a-t-elle un rôle central ?

C'est dans cette étape que la progression de deux forces dialectiquement liées, s'affirmera.

— au niveau de la lutte de masse quotidienne, longue et dure, ces couches ont besoin d'un outil, d'une organisation de classe qui consolide les victoires temporaires, regroupe les forces et l'expérience pour passer les périodes de défaite. Le syndicat est un outil indispensable mais il est en crise depuis que la lutte de classes a pris un tour nouveau qui ne s'inscrit plus dans le cadre de la participation conflictuelle.

Parce que son projet politique est opposé à celui des couches nouvellement en lutte, la C.G.T. ne peut globalement être leur organisation de masse, bien que cela puisse être vrai pour certains syndicats de base. En revanche, la C.F.D.T., a été le « parapluie » de beaucoup de ces luttes, parce que son projet politique et son organisation sont encore suffisamment flous pour ne pas leur fermer la porte.

C'est dans les luttes que la radicalisation s'opère dans ce mouvement syndical : à la C.G.T., malgré la répression, c'est la gauche syndicale C.G.T. qui a mené les luttes dans la Marne, les Ardennes et en partie dans le Nord.

Mais aujourd'hui, la gauche syndicale C.F.D.T. (syndicats, section ou structures radicalisées) est la seule force de classe ayant une réalité nationale qui puisse encore :

- prendre en charge sans les dénaturer les luttes de masse des O.S. et des couches en voie de prolétarianisation.
- travailler en permanence à l'unité de la classe en terme de masse
- être le lieu de regroupement de la gauche ouvrière.

Mais cette perspective n'est encore qu'une possibilité, sa réalité dépend de l'état de la lutte de classes et de l'apparition d'un projet et d'une force révolutionnaires.

— au niveau politique, c'est-à-dire au niveau qui pose la question du pouvoir et de la lutte contre l'Etat, le niveau de conscience du projet politique de ces couches s'élèvera en même temps que se développera leur autonomie dans la lutte de masse. C'est dans les luttes ouvrières que peut émerger l'avant-garde ouvrière qui constitue la base et la direction du futur parti capable de prendre en charge le projet politique révolutionnaire. Aujourd'hui c'est par unités qu'on compte dans une lutte le nombre d'ouvriers qui se posent la question de la prise du pouvoir.

C'est aussi par et dans l'unité populaire que l'on peut correctement poser le problème de la construction du parti et de l'affrontement avec l'Etat. La lutte des grosses boîtes (Berliet, S.N.C.F., Michelin...) pose en termes nouveaux cette unité populaire ; mais ce débat de la gauche syndicale pour le Comité de soutien de masse et contre les interdits corporatistes et la « boutique » d'Edmond Maire (voir Editorial de « Syndicalisme Hebdo »), reste central.

Quelles sont nos tâches ?

Notre tâche dans la période est donc double :

- au plan des luttes de masse : travailler à la prise en charge par la gauche syndicale des luttes des O.S., faire les propositions pour l'unité de la classe, l'unité populaire et la lutte contre l'Etat.
- au plan de la construction du parti révolutionnaire : travailler à faire se rencontrer les noyaux d'ouvriers les plus avancés poli-

tiquement avec les militants politiques de la gauche syndicale et de la gauche paysanne, pour qu'ils fassent l'analyse politique de leurs luttes et progressivement prennent en charge leurs prolongements politiques : unité de la classe, unité populaire (liaison avec les autres militants engagés dans l'unité populaire) contre les appareils d'Etat (liaisons avec les militants des secteurs Ecole, culture, administration, etc.). Cela veut dire nettement :

— refus des syndicats-rouges dont la dernière forme est les comités de lutte Mao (« Nous, on fait pas de politique, on défend les ouvriers »). Mais aussi refus d'un syndicalisme dont l'organisation et les méthodes de lutte sont encore largement fondées sur la participation conflictuelle et non sur l'état actuel de la lutte de classes.

— Refus du travail politique purement propagandiste d'une avant-garde autoproclamée. Mais aussi refus du spontanéisme et du localisme.

En effet, le regroupement et la solidification politique de la gauche syndicale, de la gauche ouvrière et de la gauche paysanne, ne se feront pas tout seuls.

Il nécessite :

- que nous ayons acquis la crédibilité nécessaire par notre pratique permanente à leurs côtés ;
- que nous fassions les premières propositions correspondant à une vue d'ensemble de la situation.

Tel est le sens :

● du développement de notre pratique permanente dans les luttes de masse comme nous essayons de le faire à Penarroya, Maillard et Duclos, Berliet (Routhéon, Bourg, Vénissieux) Brandt, Maco-Meudon, Danone, etc.

● du projet politique contenu dans les thèses « vers le communisme » dont nous sommes partie prenante, thèses soumises au débat politique, notamment au prochain congrès du P.S.U.

Ce projet politique se modifiera au fur et à mesure qu'il sera pris en compte par la gauche ouvrière, la gauche syndicale, la gauche paysanne. Il nous faut d'ailleurs encore trouver des propositions concrètes de travail avec elles pour dépasser le stade de la simple analyse politique commune des luttes.

Faire les replis tactiques tenant compte de la conjoncture électorale

Il saute aux yeux que notre alternative révolutionnaire, la seule adaptée à la période, entre brutalement en contradiction avec le projet réformiste (le Programme commun) à court terme. Il est bien normal que pour beaucoup de travailleurs, la tentation est grande de se reposer jusqu'aux élections ou : « Tout vaut mieux que la pourriture U.D.R. ».

La période n'est plus au freinage systématique de la direction C.G.T. en « cassant » les conflits, celle-ci laisse se dérouler les luttes (parfois même les conflits dans des petites boîtes), et comme l'intransigence patronale les mène dans une impasse, elle peut alors proposer un débouché par le bulletin de vote.

Ceci dit, cette perspective électorale ne suffit pas à beaucoup de travailleurs sur qui pèsent lourd la vie chère et les cadences, et de plus, pour beaucoup d'O.S., cela ne veut rien dire : ils ne votent pas. C'est donc dans ce cadre, et maintenant que nous analysons le mythe de l'autogestion. Quel rôle joue l'autogestion aujourd'hui ? Qu'on le veuille ou non, l'autogestion exprime en raccourci le sentiment de ceux qui veulent résister au rouleau compresseur P.C.-C.G.T. Ceux-ci sont, péle-mêle, des révolutionnaires, des syndicalistes combattifs luttant sur une base de classe, des cadres en mal d'autorité, et des anticommunistes viscéraux. C'est dans la mesure et l'E.D.F. que les thèmes autogestionnaires ont le plus de résonance.





C'est aussi dans ce magma que, bon gré mal gré, les révolutionnaires OUVRIERS sont bien obligés de militer dans les mois que viennent.

Il est vrai que le projet politique que nous défendons, suppose une prise en charge par les masses pour être une véritable alternative, face à la bourgeoisie, au programme commun.

Or c'est dans la période précédente, quand le P.C. cassant franchement les grèves, qu'il aurait fallu réaliser cette appropriation par les masses de la stratégie révolutionnaire. Maintenant, à cause de notre carence, l'autogestion est l'expression, oh combien ambiguë d'un REFUS. Il est donc de notre devoir de clarifier de l'intérieur à quelle impasse dangereuse elle conduit.

Cette clarification c'est prioritairement avec la gauche syndicale qu'il faut la faire, mais concrètement : pas de dénonciation abstraite, mais en faisant avec eux l'unité de la classe autour des O.S., leur montrer qui veut « gérer » et qui veut transformer la société. Dans l'unité populaire, en particulier dans la lutte de chaque Comité de Soutien, montrer où se pose le problème de l'Etat, donc du pouvoir politique (et non autogestionnaire) des travailleurs.

C'est pourquoi nous pensons que toute complaisance est coupable, et qu'il faut tenir ferme sur le contrôle ouvrier, axe de lutte actuel et élément futur de la dictature du prolétariat.

C'est pourquoi aussi ce débat doit être articulé sur les luttes et sur l'opposition entre ceux qui veulent les mener dans les formes de la démocratie avancée, et ceux qui veulent contrôler et diriger leur combat, c'est-à-dire au minimum « autogérer » leurs luttes.

La question du P.S.U.

Contrairement à ce que croient de façon sommaire beaucoup de camarades révolutionnaires, la direction actuelle du P.S.U. n'est pas réformiste au sens classique de la social-démocratie. Cette direction, comme celle d'ailleurs de la C.F.D.T., réalise un type particulier d'équilibre entre une droite proche du P.C.-P.S. et une gauche révolutionnaire. Ce type d'équilibre n'est pas dû à l'existence par hasard de Rocard et de Maire, mais correspond à l'état actuel de la lutte de classe et de l'autonomie d'un certain nombre de forces sociales par rapport aux projets réformistes et révisionnistes. Parmi ces forces sociales, celles qui sont périphériques à la classe ouvrière (techniciens cadres, fonctionnaires, petite bourgeoisie intellectuelle), parce qu'elles sont réfractaires au modèle de société des pays de l'Est, sont intéressées par le projet autogestionnaire. Mais elles sont aussi porteuses des déviations technocratiques et scientistes (la transformation des rapports sociaux par les ordinateurs), et espèrent aussi confisquer la victoire ouvrière à leur profit.

Appuyé sur les théories de la nouvelle classe ouvrière ou du nouveau bloc historique qui ont comme fondement commun

l'hypothèse de l'importance croissante et quantitativement nouvelle de la science, comme force productive, le projet autogestionnaire est l'occasion pour ces forces sociales de construire sous leur direction, une nouvelle coalition englobant la classe ouvrière.

Aussi à l'étape actuelle de la lutte de classe, le P.S.U. comme la C.F.D.T., pour ce qui concerne leurs directions actuelles, ne sont donc pas voués irrémédiablement à être balayés par le réformisme du P.S. ou le révisionnisme du P.C., ni par leur alliance conjuguée dans le programme commun. Par conséquent, il n'est pas étonnant de voir la direction actuelle du P.S.U. chercher à devenir le prolongement et l'expression, sur la scène politique, de la C.F.D.T. sur la base du projet autogestionnaire.

Dans la mesure où la situation actuelle nous conduit à nous situer dans le camp autogestionnaire pour combattre ce mythe et faire apparaître en terme de masse un projet révolutionnaire, posant les problèmes de l'Etat et ayant pour perspective la dictature révolutionnaire du prolétariat, nous devons mener ce combat sur le terrain politique où il trouve son expression actuellement, c'est-à-dire le P.S.U., et ne pas lui laisser les coudees franches pour maintenir un mythe.

Nous avons dit « Rester au P.S.U. pour assumer les tâches de l'heure le moins mal possible », « organiser un courant révolutionnaire dans le P.S.U. », « en fin de compte, il s'agit pour nous de travailler au développement d'une situation sociale et politique permettant la création d'un parti révolutionnaire autonome. Cela suppose donc, entre autres, que les bases sociales et objectives de ce parti existent, c'est-à-dire que la gauche ouvrière ait dépassé le stade informel qui la caractérise actuellement et donc que les militants révolutionnaires aient travaillé à sa politisation. C'est dans cette base-là que nous cherchons à enraciner le parti révolutionnaire et c'est donc là que nous chercherons de façon privilégiée des partenaires du débat politique extérieurs au parti.

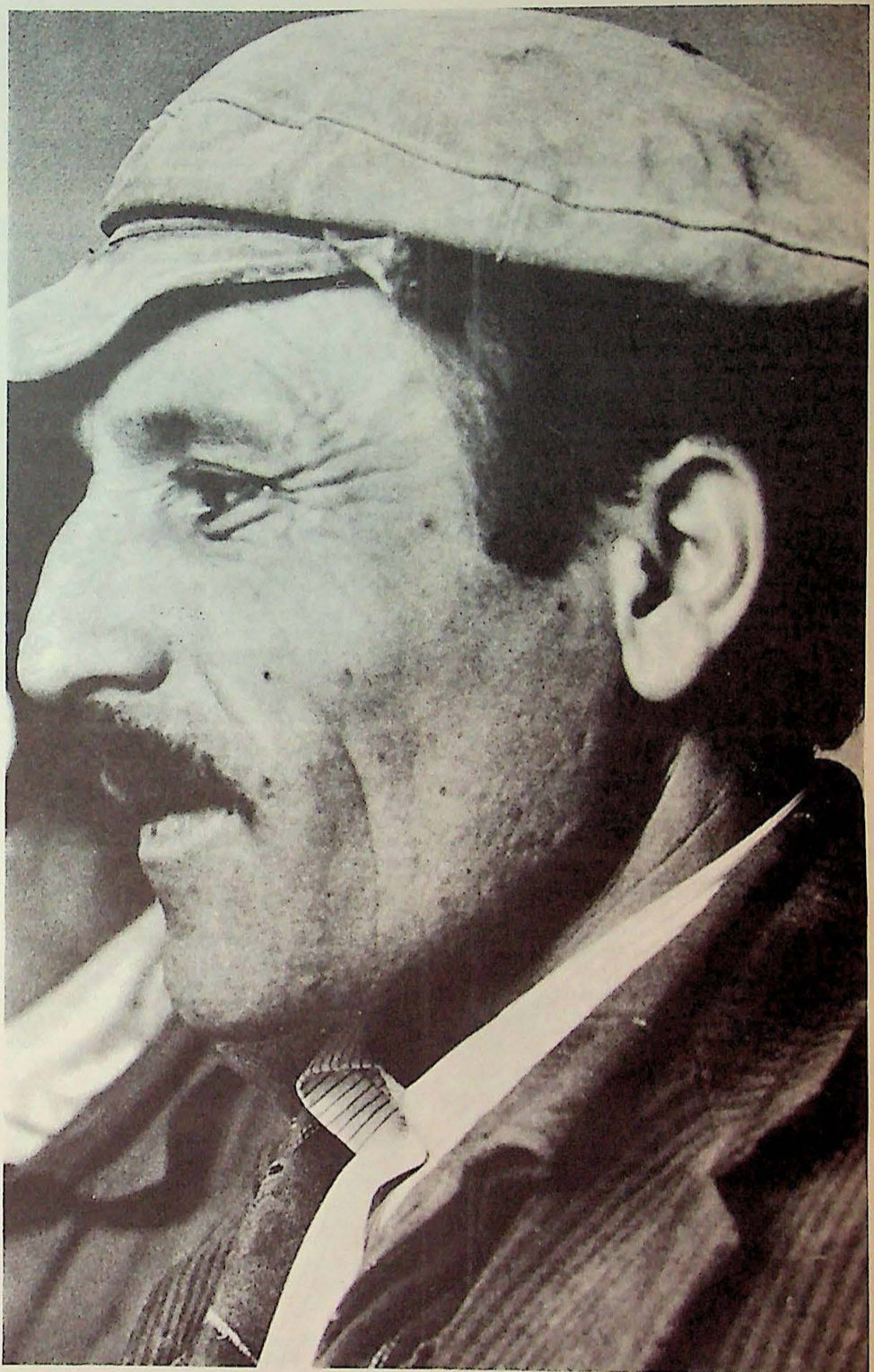
Encore une fois, croire que le seul obstacle au développement et à la politisation de la gauche ouvrière est le fait d'appartenir à un P.S.U. dont la direction réformiste n'est même pas capable de s'agiter avec un peu d'éclat sur la scène politique, c'est croire qu'une fois sortis du P.S.U., l'éclat dont brillent nos projets politiques va inmanquablement attirer à nous les militants déboussolés et surtout que cette gauche ouvrière qui apparaît dans les luttes va enfin reconnaître le bien-fondé et la puissance de nos analyses et de nos propositions.

Cette analyse relève évidemment de l'utopie voir la G.R. C'est en dernière analyse l'état de la lutte de classe en France qui doit avant tout nous dicter la conduite à suivre. »

Pour ce qui nous concerne, nous ne sommes pas prêts à entretenir les ambiguïtés ; et nous disons : nous avons fait une analyse de la situation qui nous conduit à rester au PSU même minoritaires, pour y faire un certain nombre de choses ; pour accomplir ces tâches, nous avons besoin

de nous rencontrer avec des militants pour faire en permanence l'analyse de la situation, pour confronter notre pratique dans différents secteurs de lutte, faire le point sur l'avancée de notre projet politique et du travail pour la construction du parti révolutionnaire, mais en aucun cas cette coordination ne peut se transformer dans la période actuelle en direction politique.

- l'évolution de sa base sociale (implantation dans les couches populaires) ;
- l'évolution de sa pratique à la base ;
- l'avancée de ses analyses et acquis théorique (programme d'action et clarification de l'axe de lutte du contrôle ouvrier), certains textes du congrès de Lille, les thé-



Sur ces bases, nous proposons d'organiser un courant révolutionnaire dans le PSU. Nous travaillerons avec ceux qui sont d'accord sur cette base, dans un courant ouvert, non sectaire et se reconnaissant sur une pratique de masse. Cela veut dire que nous sommes en rupture avec ceux qui, de fait, comme la GR, préparent un nouveau groupuscule ! Ils mettent en place une mécanique sortiste qui se terminera, comme la GR, en petite organisation sectaire.

Il est temps que les militants révolutionnaires du PSU se ressaisissent, analysent politiquement la situation, abandonnent leurs réactions morales par rapport aux méthodes de la droite de ce parti. Ce que nous avons à faire, c'est mener la lutte politique sur le fond ; sans concession, dans le PSU (et en particulier, mener la bataille de clarification sur l'autogestion) faire mûrir notre projet politique, développer notre pratique de masse, travailler à la construction du parti révolutionnaire à partir du regroupement des éléments les plus avancés des luttes actuelles. Il n'y a pas d'autre solution dans la période actuelle. Tout le reste ne serait que la liquidation de ce qui reste encore au PSU d'acquis révolutionnaire depuis 4 ans :

ses élaborées cette année par des militants de la gauche du parti).

Conclusion

La question du devenir des révolutionnaires du PSU ne dépend pas d'un congrès, mais de l'état de la lutte des classes, des perspectives réelles de création des bases du parti révolutionnaire, c'est-à-dire du résultat d'un travail nécessairement long de regroupement prioritaire des militants politisés de la gauche syndicale, de la gauche ouvrière et de la gauche paysanne et de leur capacité à jeter les bases d'une organisation nationale de type nouveau et à en assumer la direction.

Mener le débat politique dans le PSU sur les thèses « Vers le communisme » à l'occasion du prochain congrès, c'est manifester la volonté de voir ce projet renforcé et donc modifié par les militants politisés ouvriers et paysans qui apparaissent dans les luttes.

(Le Bureau Fédéral du Rhône et des militants du Rhône, de l'Isère et de l'Ain.)

EFFICACE...



" contrôler aujourd'hui... "

pour un programme marxiste



Le mouvement révolutionnaire joue aujourd'hui son va-tout. Ou bien il reculera pour toute une période, comme en Italie. Ou bien il saura jouer son rôle dans les événements qui se préparent, réussissant à mobiliser une avant-garde cohérente des travailleurs pour imposer le contrôle ouvrier contre les illusions électoralistes et réformistes.

C'est pour une part importante au PSU qu'incombe la tâche de faire progresser et d'unifier la gauche syndicale et ouvrière (notamment dans la CFDT), la gauche du mouvement paysan et tous les travailleurs — notamment les femmes et les jeunes — qui sentent la nécessité de prendre en main leur destin et de ne pas s'en remettre aux réformistes de l'union de la gauche.

Le parti aborde ces tâches, affaibli par la crise qui l'a secoué depuis un an. Pourtant, le départ de son aile réformiste et de ceux qui substituent à l'analyse marxiste le verbalisme ultra-gauche, pourrait lui permettre d'affronter ces tâches difficiles dans de meilleures conditions. Cela ne sera vrai que si le P.S.U. sait en tirer les leçons pour parvenir à une réelle cohérence politique. Le VIII^e congrès peut être le point de départ de ce renouveau s'il arme le parti d'un véritable programme de transition, ouvrant des perspectives claires pour unifier les luttes révolutionnaires de l'avant-garde ouvrière et paysanne.

Ce programme, nous avons voulu en élaborer le texte de base en commun.

D'abord, pour débloquer la situation en dépassant les fausses querelles et le verbalisme, les débats parlementaires entre fractions fermées qui se regardent le nombril, oubliant le parti. Cela signifiait que nous prenions collectivement en charge l'élaboration du programme de transition afin qu'il gagne en clarté, précision et cohérence.

Ensuite, pour parler de la même chose. En effet, une avalanche de textes dérouta les militants qui, à juste titre, cherchent à travers chaque mot, chaque phrase, ce qui oppose les uns aux autres, et finissent par se prononcer au petit bonheur, désespérant de tout pouvoir lire, comprendre et comparer. Par ce travail commun nous avons donc cherché à faciliter le sérieux de la réflexion et à en finir avec les dialogues de sourds.

Enfin, pour permettre un vrai débat démocratique aboutissant à une réelle clarification. Travail collectif n'est pas synonyme de confusion. Le parti ne serait pas armé s'il devait adopter un programme de transition bigarré et contradictoire. Or, sous sa forme actuelle, le projet présente des apports contradictoires. Il s'agit donc de le rendre plus homogène, c'est-à-dire d'élaguer la confusion politique et de donner au texte une plus grande cohérence marxiste capable d'en faire un outil dans les luttes. Au lieu de perdre leur temps et leur énergie à grappiller les convergences et les divergences dans divers textes, les militants pourront ainsi se prononcer sur l'essentiel du débat.

Nous proposons donc la prise en considération du texte de la commission.

Nous regrettons que nos camarades de la Gop n'aient pas cru devoir aborder la même démarche : ils avaient toute possibilité de participer au travail collectif et de mettre en évidence leurs propres divergences.

Nous le regrettons d'autant plus que, faute d'un travail collectif, leur texte ne répond pas aux problèmes que se pose le parti à son VIII^e congrès : sur quels mots d'ordre de transition, correspondant aux aspirations profondes des travailleurs et aux nécessités de la transformation révo-

LEURS DISCUSSIONS PASSIONNÉES

LUTTE FINALE L'INTER



lutionnaire de la société, est-il possible d'unifier les luttes de l'avant-garde ouvrière et paysanne ? Quels sont les objectifs et la nature d'une société de transition vers le communisme, par quoi ces luttes peuvent être éclairées dès aujourd'hui ?

Faute de temps, nous n'en prendrons qu'un exemple : la partie du texte consacrée à la paysannerie — sans doute la plus riche et la plus indiscutable dans sa description du « fondement de la lutte de classes dans les campagnes ».

Le texte souligne la nécessité pour la classe ouvrière de trouver des alliés parmi les paysans travailleurs. Comme le texte commun, il distingue parmi eux les ouvriers agricoles (qui font partie du prolétariat), les paysans prolétariés, les petits producteurs indépendants et aussi une couche intermédiaire. Mais à l'unité ouvriers-paysans, il ne propose que des lieux de convergence (les usines de transformation) et des formes d'organisation (des comités de soutien).

Contre l'ennemi commun capitaliste, le texte ne propose aucun mot d'ordre commun, aucune politique commune, aucune perspective commune. Il se contente de conclure : « C'est par l'ensemble de ces raisons que ce qui est à l'ordre du jour aujourd'hui, c'est l'abolition de la division ville-campagne et de la division entre ouvriers et paysans. C'est pour ces raisons-là que l'ensemble des mesures proposées pour la gauche paysanne, fusion immédiate avec les ouvriers, action fusionnée sur tous les aspects de la vie, permettent dès maintenant dans la lutte, de viser la cible du communisme. »

Cette conclusion illustre la confusion de l'ensemble du texte. D'abord si ce « mot d'ordre » (!) a un sens, c'est évidemment pour la seule fraction des paysans prolétariés. Elle signifie la volonté pour cette couche de travailleurs de s'intégrer à la lutte actuelle des prolétaires des villes, contre leurs exploiters capitalistes. Elle n'a rien à voir avec l'abolition de la division ville-campagne qui sera en effet la « cible du communisme », c'est-à-dire une société à haut niveau de vie et à haute technicité où les travailleurs des villes et des campagnes, maîtres depuis longtemps de leur production, pourront faire disparaître les contradictions archi-millénaires entre leur type de production et de vie. Elle constituera un objectif, long et difficile à atteindre, de la dictature du prolétariat.

Mais en attendant, pour mobiliser les ouvriers et l'ensemble des paysans-travailleurs, pour amener ceux-ci à contester et à briser la puissance de la bourgeoisie et de son Etat, il faut trouver des mots d'ordre unificateurs, correspondant à leurs aspirations profondes.

Ces mots d'ordre doivent être trouvés en amont de la production (contre les trusts des engrais, des machines agricoles, etc.), en aval de la production (contre les grossistes, les prétendues coopératives, etc.), dans le cycle même de la production (concernant le crédit, l'organisation du travail, etc.).

Ils sont médiocrement abordés dans le texte commun, parce que le parti est resté jusqu'à présent sans politique d'ensemble. Mais le texte « vers le communisme » — qui répand bien des confusions sur l'évolution vers le communisme — n'a pas même idée qu'on puisse proposer une orientation politique aux paysans et aux ouvriers.

C'est pourquoi, malgré les idées excellentes du texte Gop, et que nous proposerons éventuellement de reprendre, nous ne prendrons pas en considération un texte rédigé à part, qui n'est pas un programme de transition.

Nous proposons comme base de la discussion le programme de la commission.

amender pour clarifier

Ce projet de la commission comporte des idées excellentes. Amélioré, il peut être très utile pour armer le parti. Mais dans son état actuel, il est encore un monstre : trop long, trop diffus, les idées fondamentales ne se dégagent pas. Mettons à part les maladroites de rédaction, les inévitables répétitions, les longueurs inutiles : tout cela peut être éliminé par une refonte rédactionnelle et ne pose pas de problème politique.

Mettons à part les longueurs, un développement psychologique intéressant, mais qui reste sans conclusion (III-B), et les insuffisances des prises de position positives sur l'union populaire.

Mettons à part les insuffisances (collectives) qui correspondent aux lacunes de notre travail de parti ces dernières années (sur le travail temporaire, les étudiants, la paysannerie, peut-être le cadre de vie) : tout le parti doit essayer d'améliorer le texte là-dessus ; mais cela n'engage pas l'orientation politique d'ensemble.

Laissons même de côté une insuffisance politique de taille : le texte ne s'insère pratiquement dans aucune perspective internationale des luttes. Cette carence est d'autant plus grave que le texte souligne le caractère international de la domination capitaliste, et que la révolution — nous l'écrivons — ne pourra se consolider en France si elle ne s'étend pas rapidement à l'Europe (au moins à plusieurs pays européens). Malheureusement, cette carence tient à la nature de notre parti et l'état de la discussion ne permet pas de la surmonter. Nous nous contenterons de quelques propositions pour répondre aux problèmes les plus urgents.

L'essentiel de nos propositions d'amendements porte sur l'orientation fondamentale du texte. Deux orientations, en effet, se dégagent à travers tout le texte, quelquefois à l'intérieur d'un même paragraphe et sous la plume du même camarade :

1. une orientation marxiste qui se propose de mobiliser et d'unir les travailleurs pour briser l'Etat bourgeois et orienter la société vers le communisme.

2. une orientation idéaliste et libérale qui propose un modèle de société capable de séduire tous les hommes de bonne volonté et qui efface l'opposition avec les réformistes sur la manière d'y parvenir.

Nous proposons de supprimer tout ce qui correspond à cette seconde orientation et de renforcer la première. Nous en donnons ici quelques exemples :

l'objectif du programme de transition

Cet objectif est bien résumé dans le titre : « Contrôler aujourd'hui pour décider demain ». Cependant la contradiction apparaît dès la page 10 : « Deux conditions sont en effet nécessaires pour qu'apparaisse l'esquisse d'un nouveau pouvoir qui aurait le socialisme comme objectif :

« — la pression de l'Etat bourgeois doit se relâcher.

« — la volonté des masses populaires doit s'incarner dans un projet global où elle s'exprime et s'organise comme force politique.

Sous la confusion du langage (comment les masses peuvent-elles s'organiser « dans un projet » ?) transparait la confusion politique.

a) Pour que les travailleurs prennent le pouvoir et brisent l'Etat bourgeois, et non pour qu'apparaisse « l'esquisse » (?) d'un « nouveau pouvoir » (?) il est en effet nécessaire que les classes dirigeantes aient perdu confiance, comme en mai 68. L'Etat bourgeois « doit » se relâcher (?), cela ne peut se faire que sous la pression des travailleurs mobilisés comme en 68, dans la rue et dans les entreprises.

b) L'objectif du programme de transition est précisément de rendre possible cette mobilisation à partir de leurs aspirations présentes, et non de polir un « projet global » de société future : « Les grandes

lignes de la société qu'il faudra (?) construire pour mettre fin à l'exploitation et à l'oppression... » projet qui, nous dit-on, « peut constituer aujourd'hui une arme essentielle pour la mobilisation populaire. »

La tentation est forte de croire que le programme de transition est un projet de société future, si enthousiasmant que les maçons des classes populaires se mettraient aussitôt à le construire. Mais c'est là une vue fourrière, dépassée depuis près d'un siècle et demi.

Si nous jugeons utile de tracer les perspectives de la société de transition vers le socialisme et le communisme, c'est seulement dans la mesure où à partir des réalités présentes (les expériences des sociétés de transition, les possibilités des sociétés économiques avancées, les aspirations profondes des masses) nous pouvons prévoir (pas dicter) les conditions dans lesquelles peut s'instaurer et s'affermir le pouvoir des travailleurs. Nous pouvons dire à quelles conditions et lutter pour qu'elles soient réalisées. Nous ne pouvons pas fournir une épure figée de société. Le texte l'affirme dix fois. Mais il n'en fournit pas moins un plan détaillé (au chapitre III) « vers quelle société », qui comporte le tiers du texte. Nous proposons d'élaguer largement les utopies juridiques.

l'état

Il faut le faire d'autant plus que c'est au niveau de l'Etat qu'apparaissent la majeure partie des confusions.

Pour les marxistes, l'Etat est un Etat de classe — maintenant et après la révolution. Le texte l'écrit dix fois, mais l'oublie aussi à dix reprises. Donnons quelques exemples :

Le problème est ainsi posé, page 13 : « Aux questions centrales : qui décide ? au profit de qui ? qu'est-ce qui va changer pour nous ? le programme commun (de la gauche) n'apporte pas de réponse satisfaisante (sic !). Les décisions se prendront toujours en haut, l'Etat sera encore plus développé et encore plus centralisé qu'aujourd'hui : les travailleurs resteront des sujets. »

C'étaient en effet les vraies questions : quelles classes sociales décident ? Au profit de quelles classes sociales ? Est-ce que l'organisation capitaliste du travail et de la vie va changer ? Mais dans la phrase citée l'optique de classe est absente. Le problème pour lui c'est : comment décide-t-on ? Sous une forme centralisée ou décentralisée ? Ce sont là aussi des questions qui ont leur importance (et nous soutenons la décentralisation du pouvoir ouvrier), mais subordonnées à la nature de classe de l'Etat.

En l'oubliant, ou en l'escamotant, on escamote l'essentiel de la « divergence » avec les réformistes : le maintien du capitalisme comme capitalisme privé ou capitalisme d'Etat ; c'est en raison de ce maintien que les travailleurs resteront des sujets (ou plutôt des objets). Faute de le voir, le problème essentiel devient celui de la décentralisation contre la centralisation (du J.J.-S.S.).

Au chapitre III, on va jusqu'à confondre cette décentralisation avec... le dépérissement de l'Etat (c'est-à-dire l'instauration d'une société communiste où l'administration des choses succèdera à l'administration des hommes (!). Confondre Marx avec Servan-Schreiber, cela dénote un fort degré de myopie.

Cette introduction doit être complétée et refondue :

1. La nature de classe de l'Etat socialiste est dix fois affirmée — et analysée dans le chapitre II (p. 41 à 48), mais elle est dix fois escamotée.

Il est proposé, page 12, une « société réellement libre ». Ainsi parlait Lassalle. Marx répondait dans la « Critique du programme de Gotha » :

« Faire l'Etat libre, ce n'est nullement le but des travailleurs qui se sont dégagés de la mentalité bornée de sujets soumis. »

« Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en

" contrôler aujourd'hui... "

celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat. -

Mais précisément dans le texte sur l'Etat (II, III) la référence, affirmée au congrès de Lille, à la dictature du prolétariat est absente. Nous proposons de rétablir cette référence.

2. Les camarades nous avaient dit à Lille : - Nous sommes d'accord sur le fond, c'est la formulation qui est maladroite. - Aussi avions nous bien précisé qu'il s'agissait du pouvoir démocratique de l'ensemble des travailleurs pour briser la résistance de la minorité des exploités.

Mais c'est bien sur le fond que revient la divergence. Au chapitre II, il est dit : - l'Etat tire sa légitimité de la base, sa forme dépend du caractère des luttes qui auront mené à la prise du pouvoir - qu'il soit l'émanation des pouvoirs locaux et régionaux (il faudrait d'ailleurs écrire : des conseils des travailleurs dans les entreprises et les régions) ou l'expression directe du suffrage universel. Autrement dit : il n'est nullement exclu que le suffrage universel soit la forme de l'élection du pouvoir central, si l'on peut tenir pour négligeable le suffrage des classes dirigeantes et de leurs soutiens. C'est évidemment la situation la plus favorable. Mais au chapitre III, c'est une autre chanson. On répète plusieurs fois que : - le suffrage universel doit rester dans la période de transition, le seul principe de légitimation à l'égard (?) de l'Etat central. -

Ainsi la légitimation du pouvoir n'est pas la majorité des travailleurs mais la majorité électorale. C'est précisément ce qu'écrivait Kautsky. Cela signifie qu'au Chili, par exemple, même s'ils ont la majorité des travailleurs avec eux, dans les usines et dans les campagnes, les révolutionnaires devraient laisser la place à la réaction ! C'est la position des réformistes du PC chilien. Ce ne peut être celle du PSU, d'où la nécessité d'un travail commun de clarification du texte.

la lutte contre la bureaucratie et la technocratie

C'est un des dangers essentiels pour le pouvoir des travailleurs. Non pas dans la science-fiction de l'évolution d'une société socialiste française, mais dans la réalité que dessinent aujourd'hui les technocrates et les réformistes du P.C.F., dans le cadre d'un capitalisme d'Etat.

Là encore nous disons des choses excellentes, mais :

1. Nous lisons page 14 que le P.S.U. reprend à son compte, dans l'entreprise, l'aspiration des « travailleurs qualifiés, professionnels, techniciens, ingénieurs, attachés à un travail créateur plutôt qu'à l'encadrement » qui « contestent l'arbitraire du pouvoir du capital dans l'entreprise et aspirent à des formes nouvelles du pouvoir dans l'entreprise respectant à la fois la compétence, la responsabilité et la démocratie. »

Telle est la définition la plus dangereuse de l'autogestion. L'autogestion peut représenter la volonté de tous les travailleurs de prendre collectivement en main l'organisation du travail et la production : c'est alors l'expression de l'autonomie de la classe ouvrière qui prend ses responsabilités et n'accepte plus la hiérarchie des pouvoirs venus d'en haut (du patron ou du capitalisme d'Etat). Sous cette forme l'autogestion est un mot d'ordre juste et mobilisateur.

Mais l'autogestion correspond aussi à la volonté de cadres d'exercer leur pouvoir à la place du patron — comme cela se passe finalement en Yougoslavie. Elle se fait alors sans (et contre) les ouvriers non qualifiés selon le degré de « compétence » et de « responsabilité », la « démocratie » consistant en une « participation » formelle des travailleurs qui ne sont pas des cadres. Nous savons très bien que de telles tendances existent en effet parmi les cadres

MAIS CETTE FOIS-LI
J'AI PAS ÉTÉ ÉLU DÉLÉGUÉ



LE CONGRÈS DE TOULOUSE
SA VA PAS ÊTRE PARÇI !

(?)/Bore

de la C.F.D.T. et que pour eux — parce qu'il s'agit de la forme du pouvoir dans l'entreprise — cette « autogestion » n'a rien à voir avec la dictature du prolétariat. C'est bien cette forme de l'autogestion que les réformistes appuient : est-ce aussi celle que défend le P.S.U. ?

2. Ce n'est pas la réponse du P.S.U. bien sûr, si l'on lit d'autres passages. Mais le chapitre sur l'autogestion qui analyse toutes les « déviations » de l'autogestion, oublie de s'en prendre à la principale.

Et les mesures que l'on propose pour parer aux risques de déviation technocratiques (p. 57) sont essentiellement d'ordre juridique : - la composition précise et l'organisation des conseils. -

On retrouve là le juridisme qui encombre ce troisième chapitre. La lutte pour le pouvoir dans l'entreprise, comme dans la société, ne trouvera pas sa solution dans le texte d'un (éventuel) décret, mais en fonction du poids dont pèseront les classes sociales — et les couches de ces classes. Notre parti se bat pour que la classe ouvrière et notamment les travailleurs les moins qualifiés exigent et conquièrent le contrôle de la production, pour que les détenteurs du savoir ne soient pas, du même coup, les détenteurs du pouvoir : c'est la condition nécessaire pour que disparaisse la division capitaliste du travail ; sinon, elle sera seulement utilisée par d'autres maîtres.

3. Enfin à côté de passages ultra-décentralisateurs nous lisons que cette décentralisation... doit préserver l'Etat national : - il ne s'agit pas d'aboutir à un Etat fédéral ou à de nouveaux Etats nationaux, il s'agit d'assurer des conditions politiques capables d'imposer des priorités de développement pour certaines régions : c'est le cas de la Bretagne, d'Euzkadi, de la Corse... - Mais là encore, de quel droit déciderions-nous à la place des intéressés ? Nous proposons de conserver la rédaction (contra-dictoire) du chapitre II :

« L'Etat socialiste ne s'identifie pas lui-même avec la nation telle que la définit l'histoire de la bourgeoisie. Il reconnaît le droit des ethnies minoritaires que la bourgeoisie a écrasées... - Le socialisme permettra à ces minorités nationales de retrouver leur personnalité, leur langue, leur culture et de s'associer sous la forme qu'elles jugeront la meilleure. »

la prise du pouvoir

Là encore les affirmations sont souvent confuses. Nous ne reprocherons nullement au texte de ne pas en avoir précisé le processus, ni la place qu'y joueront la grève générale, les manifestations de rue, les élections ou les actions insurrectionnelles. Tout cela serait sans intérêt, surtout dans ce texte mais la nature de certaines formu-

lions donne l'impression que nous nous prononçons contre l'action révolutionnaire. Il y a déjà, au chapitre III, une formule équivoque : - L'illusion autogestionnaire... faisant l'économie d'un affrontement peut-être violent avec l'Etat capitaliste. - Or si nous ne savons pas quelle forme prendra l'affrontement avec la bourgeoisie et son Etat, nous savons qu'il ne peut pas ne pas exister. On le voit même au Chili, malgré ses traditions pacifistes et la modération de l'Union Populaire. Seuls les réformistes prétendent qu'on peut déposséder la bourgeoisie... par la voie des libres élections. Il s'agit certainement d'une formulation maladroite. Mais rien n'est plus équivoque au chapitre VI : on y lit : - Choisir a-priori la lutte électorale ou la lutte violente dispense de cette analyse mais ne peut que conduire à l'échec. -

Comment ça ? Choisir ? Les élections peuvent être un moment d'un mouvement des masses qui pourrait conduire à la révolution socialiste ; c'est ce qui s'est passé en France et en Espagne en 1936, au Chili récemment. Mais, dans le meilleur des cas, (si les vainqueurs des élections étaient des révolutionnaires socialistes) cela empêcherait-il un affrontement violent avec les classes dirigeantes ? Peyrefitte, lui-même, explique que le socialisme ne peut s'instaurer au Chili si l'U.P. reste dans le cadre de la légalité bourgeoise, et il prend les mesures nécessaires pour tenir compte, en France, de la leçon. Plus loin :

- En aucun cas la lutte armée ne peut apparaître a priori (!) comme une forme de libération privilégiée des travailleurs. Toute guerre civile porte en elle les germes d'une nouvelle répression (etc.). -

Bien entendu, personne ne cherche à développer une lutte sanglante. Tout le monde cherche à limiter les frais de la guerre civile. Bien entendu, aucun marxiste ne veut engager la classe ouvrière dans une aventure ni la remplacer par une insurrection minoritaire.

Mais ce type de formulation fait l'impasse sur une évidence de l'histoire : jamais les classes dirigeantes ne cèdent le pouvoir sans résister ; jamais elles ne se laissent déposséder sans répondre par la violence de leurs appareils de répression et de leurs bandes armées. Même quand, comme en Indes, elles se réclament de Gandhi et de la « non violence », elles s'efforcent d'écraser dans le sang toute tentative des opprimés pour se libérer.

Cacher cette réalité aux travailleurs, c'est les désarmer. C'est les laisser sans défense contre la violence des classes possédantes.

Bien mieux, on ne peut pas dire aux travailleurs : prenez demain vos usines — sans leur dire aussitôt : organisez-vous pour les défendre contre les fascistes, les bandes de la C.F.T., ou — si le mouvement n'est pas généralisé — contre les forces de répression.

Nous déposerons des amendements sur ces points : Le congrès montrera si nombre



de ces ambiguïtés découlent d'une position déliée ou non.

S'il en était ainsi, il serait illusoire d'écrire : - Nous partageons cet objectif avec certaines des organisations révolutionnaires actuelles -. Le P.S.U. ne pourrait trouver d'alliés qu'en Objectif Socialiste ou le P.S. Avec les révolutionnaires, le maintien même d'une « unité d'action croissante » serait improbable. Or au conseil national de Rouen, nous avons été unanimes à indiquer la nécessité d'un regroupement révolutionnaire permettant la construction d'un parti révolutionnaire capable de jouer un rôle réel dans l'événement, et regroupant les militants les plus conscients de l'avant-garde ouvrière et paysanne.

La proposition d'une candidature révolutionnaire commune par le conseil de Juvisy allait dans ce sens. De même la conférence ouvrière, avec L.O. et l'A.M.R. qui a montré comment pouvaient être confrontés sérieusement les points de vue entre militants ouvriers.

Le parti — là encore — ne peut se dégager et faire marche arrière en prenant son parti de l'éparpillement actuel des forces révolutionnaires.

Le manifeste « contrôler aujourd'hui pour décider demain » représente une avancée certaine pour notre parti. Comme nous le demande le secrétariat programme notre tâche, celle de toutes les sections et fédérations, celle de notre congrès est maintenant d'amender, de donner une plus grande cohérence à ce texte. C'est dans cet esprit que cette tribune libre a été rédigée. C'est à ce travail collectif que nous nous attelons. Certes le débat ne s'arrêtera pas à Toulouse, mais ce congrès demeure décisif pour l'avenir révolutionnaire du P.S.U.

SIGNATURES

Bouret (D.P.N. Renault-Cléon-Rouen). Bilaudot (Grenoble). Y. Craipeau (D.P.N. Alpes-Maritimes). J.M. Gaubert (Toulouse). M. Guillien (C.N.A.-D.P.N.-Alpes-Maritimes). P. Régnier (C.N.E. - D.P.N. - Paris). H. Le Toquin (Rosny-sous-bois). Ph. Simon (D.P.N.). Ruffet (Besançon). Parys (D.P.N.). Ravenel (Paris). Buetot (Besançon). Jussiaux (Besançon). Boischauff (Vars).

CRITIQUE SOCIALISTE

n° 9-10

AU SOMMAIRE

- **Eléments pour un débat sur l'autogestion.**
Ph. Brachet. G. Constantin. J. Legarrec.
- **Quelques expériences d'autogestion :**
Victor Fay.
- **Mouvement syndical et parti révolutionnaire.**
André Garnier.
- **Les crises d'identité collective.**
Roland David.
- **Les forces sociales de la Révolution.**
Alain Beneteau.
- **Sur le prolétariat.**
Serge Mallet.
- **Produire, pourquoi ?**
François Soulage.
- **Vers quel capitalisme ?**
Bernard Jaumont.

Commandes Librairie Tribune Socialiste.

ROY MEDVEDEV LE STALINISME

origines, histoire conséquences

Dix ans
de recherches
clandestines
Des milliers de
témoins
interrogés
Un extraordinaire
document
de 640 pages
interdit en
URSS

Coll. Combats dirigée
par Claude Durand
640 pages 49 F

SEUIL



● Ecole des mines : soutien aux Potasses d'Alsace

La journée d'action du 20 octobre CGT-CFDT s'est transformée en grève illimitée avec occupation des puits depuis cette date. Les 8.600 mineurs réclament 5 % d'augmentation (la direction propose 3,2 % échelonnés) ; ils réclament surtout une prime de fin d'année de 1.000 F égale pour tous, ainsi qu'une égalisation des avantages en nature.

Pour contre-battre la propagande de la direction, en fait du Ministère de tutelle, celui de l'industrie, les mineurs montrent, preuves en mains (fiches de paie) qu'ils ne sont pas les privilégiés que l'on dit « en haut lieu ». Ils insistent pour que l'on sache bien que le niveau des salaires est lié aux qualités de résistance physique, comme sur les chaînes ou dans les forges et fonderies des usines.

Ils ont été rejoints dans la grève par une petite partie des ingénieurs qui remettent en cause leur fonction de commandement au service de l'Etat capitaliste et les salaires que celui-ci leur verse en récompense. Les élèves de l'Ecole des Mines à Paris se sont largement associés à cette remise en cause au cours d'un meeting tenu le 10 novembre. Déjà, il y a deux ans, ils avaient fait le procès de cette responsabilité à l'occasion des manifestations qui suivirent la mort de plusieurs mineurs à Henin-Liétard, dans le Nord.

● Bretagne (toujours) en lutte

La grande combativité des travailleurs bretons qui est née et se nourrit dans une solidarité sans faiblesse se manifeste encore en de nombreux points :

- à Plémet, aux Kaolins, en grève depuis bientôt deux mois. Les négociations ont échoué. Les 120 ouvriers ont occupé une seconde fois l'usine. Une seconde fois, les gardes mobiles les en ont chassés. La population de Plémet est à nouveau mobilisée : le tocsin a été sonné ;
- à Brest, comme à Morlaix, chez les agents EDF ;
- à Brest encore, à l'Arsenal, où il ne fait pas bon relever la tête et toiser un ministre ;
- à Brest, toujours, chez Cabasse (matériel électronique) en grève depuis début novembre pour la suppression des disparités de salaires ;
- à Saint-Brieuc chez Chaffoteaux, où les actions menées par les 1.800 travailleurs se sont transformées en grève de 24 heures reconduites journalièrement depuis le 6 novembre. Les ouvriers réclament 50 centimes pour tous, le 13^e mois et une revalorisation de la prime de transport ;
- à Lorient, chez les dockers en grève ;
- à Quimper chez les ouvrières de la Conserverie ;
- à Montoir-de-Bretagne (Usine chimique), contre le chômage technique consécutif à un incendie dû à une défectuosité du matériel maintes fois dénoncée par les travailleurs ;
- à Mayenne (laboratoires SO-BIO) débrayages pour les 1.000 F et les 40 heures ;
- à Vire et Sourdeval chez Degrenne, 700 ouvriers réclament le 13^e mois.

● Berliet : bientôt 3 ans de "luttes rampantes"

« 200 F pour tous. Non aux cadences. Sécurité du travail » : les milliers d'ouvriers des usines Berliet de la région lyonnaise poursuivent leur action sous des formes diverses depuis trois mois. Ce long combat leur a permis de se découvrir d'un atelier à l'autre, d'une usine à l'autre. La vérité a éclaté : grâce à la division hiérarchisée du travail et des salaires on veut isoler les OS des OP, les manœuvres des techniciens.

La direction réplique par le lock-out et prétend ne pas avoir d'argent. Mais là ne sont pas les véritables raisons de son refus obstiné. Paul Berliet, « le patron social » et ses sbires n'ont pas pardonné aux ouvriers d'avoir dénoncé, par leurs actions, le contrat d'association capital-travail qu'ils voulaient leur faire digérer en janvier 1970.

Depuis cette date, c'est la guerre : Berliet veut faire plier le genou aux ouvriers. Fini les discours sur l'usine « à visage humain ». A propos, pourquoi Paul Berliet n'est-il pas intervenu aux assises du patronat à Marseille pour dire ce qu'il en pensait ? Peut-être lui a-t-on demandé de s'en abstenir, afin de ne pas faire éclater la nouvelle baudruche et craquer le masque séduisant du patronat « nouvelle mode » à défaut de « nouvelle société » !

Par leurs actions unifiées, cordonnées, les ouvriers peuvent exercer un véritable contrôle sur leurs délégués, sur les négociations qu'ils engagent. Les risques de « dérapage » sont ainsi réduits. Ils ont besoin qu'une action d'une ampleur aussi vaste et prolongée ne s'effrite pas au fil des semaines car la répression (licenciements, maîtrise musclée, CFT, etc.), dans ce cas, serait dure. La mobilisation permanente est aujourd'hui un fait acquis.

En popularisant aussi, jour après jour le sens de la bataille, les travailleurs de Berliet favorisent la prise de conscience de l'exploitation capitaliste par des dizaines de milliers de leurs camarades de la région lyonnaise. Ils rendent vivante l'unité populaire, l'unité des luttes du peuple.

● Les perfos de Renault-Billancourt : une grève exemplaire

Les filles du pool « perfo » sont en grève illimitée depuis le 30 octobre. Elles attendent depuis plus de trois ans une réponse véritable à leurs revendications : passage au coefficient supérieur, conditions de travail.

Elles ont pu voter la grève illimitée après un long travail de préparation : assemblée pour élire les déléguées et fixer les premières for-

mes d'action, explications vers les employés, puis vers les ouvriers.

Elles ont été rejointes dans la grève par les pupitreurs et les opérateurs qui, depuis la grève du printemps 1971, n'ont pas encore vu se concrétiser les promesses d'alors.

L'ensemble des employés de bureau, que la direction tente comme toutes les directions de convertir à ses propres objectifs qui sont ceux du système capitaliste, prend conscience des possibilités de luttes qui peuvent être les siennes.

Les employés font la démonstration qu'une grève, menée très démocratiquement (assemblées, discussions, décisions, bilans, délégations révocables, etc.) peut être massive et majoritaire également chez eux.

Après d'autres, les filles perfo de Renault apportent la preuve de la capacité des femmes au travail à mener des luttes autonomes, sur leurs problèmes de salariées et de faire l'unité avec les autres catégories du prolétariat. Un avertissement de plus pour le patronat qui préfère les cantonner dans un rôle secondaire de « réserve de main-d'œuvre ».

Correspondance ■



« Hachette la Pieuvre » dont nous avons donné de longs extraits dans « TS » est en vente à la librairie de « Tribune Socialiste ».

SUR QUELS CHANGEMENTS POLITIQUES PEUVENT DÉBOUCHER LES LUTTES DES TRAVAILLEURS ?

Pourquoi l'autogestion ?
Que penser du programme commun ?...

MEETING-DEBAT A PARIS

Jeudi
23
novembre
20 h 30

avec la participation de :

- travailleurs engagés dans les luttes, dans les entreprises et les quartiers
- Robert CHAPUIS, membre du Bureau national
- Michel ROCARD, secrétaire national

au F.I.A.P. : 26, rue Cabanis, Paris (14^e) - Métro Glacière

Le B.N. communique

Le numéro 249 de Directives-PSU Information fournit une documentation complète sur les raisons et les conditions de la dissolution de la fédération de la Région Parisienne. C'est à la demande de la grande majorité des militants de la Région Parisienne que cette décision a été prise, après que tout eût été tenté pour résoudre les conflits internes. Une attitude politiquement responsable aurait été de mettre en place, pour la courte période de temps avant que se tienne le congrès régional, d'une direction provisoire représentant les trois courants de la Fédération. Deux de ces courants étaient d'accord pour cette solution. Le blocage de quelques hommes du Bureau Régional a interdit cette possibilité et ne pouvait que conduire à la décision prise par la D.P.N. le 14 octobre par 33 voix contre 7. Il va de soi qu'aucune exclusion n'a été prononcée à cette occasion. Seuls ceux qui avaient décidé de quitter le parti ou s'approprièrent à le faire, ont pris prétexte de la dissolution pour faire croire qu'on les chasse ou qu'on les empêche de s'exprimer.

Bulletin "sympathisants"

Comme nous vous l'avions annoncé dans « PSU-Information » du mois de septembre le premier numéro du bulletin de liaison avec les sympathisants vient de paraître. Les militants abonnés à « PSU-Information » vont le recevoir bientôt. Nous espérons que ce bulletin répondra aux besoins des fédérations, des sections et des militants pour raffermir le lien entre le parti et ses sympathisants.



Ce livre nous vient du Japon. Il est écrit par un des plus grands médecins de ce pays, le Dr SHA KOKKEN. Pour aider les nombreux couples qui ignorent comment réussir une entente heureuse de leurs corps, alors que leurs cœurs battent à l'unisson. Ces couples trouvent dans « SEXUELLE TECHNIK » une documentation très sérieuse, très claire et compréhensible sur les méthodes à employer et l'indispensable hygiène. Les nombreuses illustrations instruisent le lecteur aussi clairement que possible sans le choquer jamais. Des précisions, oui. De la vulgarité, jamais.

Il faut lire ce livre remarquable qui allie à une extrême délicatesse de sentiment, une connaissance profonde du cœur et du corps humains.

« Sexuelle Technik » n'est pas un ouvrage érotique. C'est une œuvre dont l'auteur connaît l'importance de l'amour dans la vie des hommes.

« Les rapports conjugaux ne sont plus exclusivement un acte de procréation, mais un constant et attrayant dialogue amoureux entre les époux. Les nouvelles conceptions sexuelles dans le mariage exigent aussi la connaissance et la pratique d'une hygiène précises afin de déclencher les joies érotiques. »

Ces lignes sont extraites de l'avant-propos du Docteur SHA KOKKEN.

Traduit dans presque toutes les langues, ce livre voit son tirage dépasser 2.500.000 exemplaires. Il est envoyé franco par les EDITIONS GUY DE MONCEAU, 34, rue de Chazelles, PARIS-17^e, C.C.P. Paris 67-47-57. Prix : 55 F en chèque bancaire ou C.C.P.

Aucun envoi n'est fait contre remboursement, ni payable à réception.

Veillez m'envoyer « SEXUELLE TECHNIK » (T.S.)
M.
Adresse
Mode de paiement

Pour vos VACANCES D'HIVER

ARVEL vous propose

● ALPES DU SUD

1 semaine de 245 F à 340 F
(selon dates et installation)

● ALPES DU NORD

Depuis 395 F, voyage compris de Paris

ARVEL, 12 boulevard des Brotteaux 69006 Lyon.
Tél. : (78) 52-56-48

faire parler les murs

Le Pouvoir aux travailleurs pour l'autogestion.

C'est sur ce thème et dans cette perspective politique que la Commission Nationale Propagande vient de concevoir deux affiches.

L'une est destinée à l'entreprise. L'autre au cadre de vie. Une troisième est en préparation pour le secteur agricole.

Ces affiches sont en trois couleurs. A la demande de nombreuses fédérations, elles sont d'un format 40 x 60, par conséquent plus petites que les

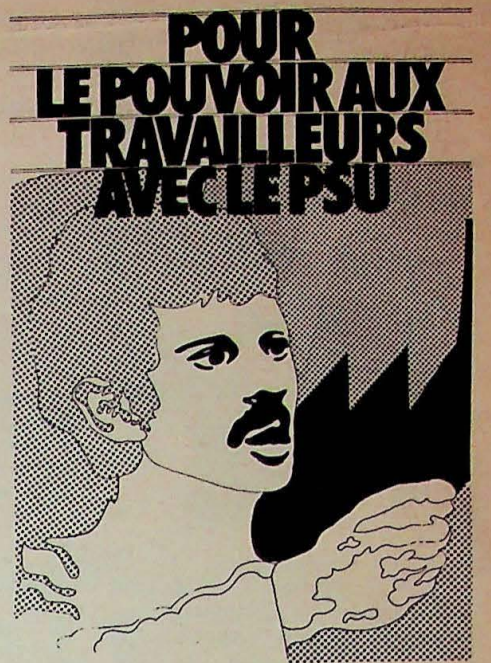
précédentes et plus faciles à coller. Elles seront à la disposition des militants à partir du 16 novembre au prix unitaire de 0,25 F.

Il est urgent que les fédérations ou les sections passent commande dès maintenant.

Nous les leur ferons parvenir immédiatement.

Ecrire à Henri SAIGRE

Commission Nationale Propagande. Il serait également opportun de commander des affiches Vietnam (0,20 F l'unité).



**POUR
LE POUVOIR AUX
TRAVAILLEURS
AVEC LE PSU**



LA LIBRAIRIE

tribune
PSU socialiste

9, rue Borromée - PARIS 15^e

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h

POUR PRÉPARER LE CONGRÈS

EN VENTE A LA LIBRAIRIE DE TS :

● **TEXTES DE PREPARATION AU 8^e CONGRES :**

- « Contrôler aujourd'hui pour décider demain ».
- « Vers le communisme ».

(3 F)

● **LA POSITION DU PSU FACE AU PROGRAMME COMMUN PC-PS**

(3 F)

● **CRITIQUE SOCIALISTE N° 9-10.**

Sommaire :

- Présentation, Robert CHAPUIS.
- Eléments pour un débat sur l'autogestion, Ph. BRACHET, G. CONSTANTIN, J. LEGARREC.
- Quelques expériences d'autogestion, Victor FAY.
- Stratégies syndicales et mouvement révolutionnaire, André GARNIER.
- Les bases sociales de la révolution, Michel BENETEAU.
- Sur le prolétariat, Serge MALLET.
- Produire pourquoi? François SOULAGE.
- Les crises d'identité collective, Roland DAVID.
- Sur les tendances actuelles du capitalisme international, Bernard JAU-MONT.

(8 F)

— TOUS VOS LIVRES EN VENTE A LA LIBRAIRIE TS —

UNE OFFRE SPECIALE

Liste n° 9

P. MUS et J. MAC ALISTER

Les Vietnamiens et leur Révolution 29,00 F

M. MANGENOT, N. ALISE et J. REMOUSSIN

Les Jeunes face à l'Emploi 20,00 F

LENINE

La Maladie Infantile du Communisme 3,50 F

H. LEFEBVRE

La Pensée Marxiste et la Ville 9,00 F

B. LAMBERT

Les Paysans dans la Lutte de Classes 6,00 F

A. KRIEDEL

Les Communistes Français 9,00 F

F. FEJTO (2 vol. à F 9,50)

Histoire des Démocraties Populaires 19,00 F

D. GUERIN

ROSA LUXEMBURG et le Spontanisme Révolutionnaire 7,50 F

M. FERRO

La Révolution Russe de 1917 7,50 F

Prix réel 110,50 F

Notre proposition : 100 francs FRANCO

Toutes commandes à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE
9, rue Borromée - PARIS 15^e
C.C.P. 58.26.65 Paris
Règlement à joindre à la commande